

**CRISE DU LOGEMENT
ET MOUVEMENTS SOCIAUX URBAINS**

La recherche urbaine 14

MOUTON ÉDITEUR . PARIS . LA HAYE

**MANUEL CASTELLS / EDDY CHERKI
FRANCIS GODARD / DOMINIQUE MEHL**

Crise du logement et mouvements sociaux urbains

Enquête sur la région parisienne

MOUTON ÉDITEUR . PARIS . LA HAYE

*Ouvrage publié avec le concours
du Centre national de la recherche scientifique
et de l'École des hautes études en sciences sociales*

ISBN 2-7193-0446-6 Mouton
2-7132-0068-7 École des hautes études en sciences sociales

Couverture de Jurriaan Schrofer
Copyright 1978 Mouton Éditeur et École des hautes études en sciences sociales

Printed in the Netherlands

Avant-propos

L'enquête dont nous allons rendre compte a pour objet les mouvements sociaux suscités par la crise du logement et fait partie d'une recherche sur les mouvements sociaux urbains menée à partir de l'observation de pratiques revendicatives exercées dans la région parisienne. Elle se déroule en plusieurs phases (ayant chacune un enjeu spécifique : logement, transports, politique municipale, environnement...) avec, au départ, un schéma théorique général et une démarche méthodologique largement commune. Au cours de la première phase, d'octobre 1972 à octobre 1974, nous avons élaboré nos outils conceptuels et méthodologiques, et procédé à une pré-enquête exploratoire sur l'ensemble des luttes urbaines depuis 1968 et à une enquête approfondie sur quelques processus relatifs au *logement*. Le travail a été réalisé par une équipe de recherche urbaine du Centre d'étude des mouvements sociaux composée de Manuel Castells, Eddy Cherki, Francis Godard et Dominique Mehl, et a été mené de façon entièrement collective à *tous les niveaux* (élaboration, enquête sur le terrain, codage, analyse, rédaction).

Au cours de notre recherche, nous avons été aidés par l'extraordinaire ouverture dont ont fait preuve la plupart des organismes, associations et personnes concernés par notre champ d'observation. Sans leur collaboration il aurait été impossible d'obtenir les informations précieuses et pour certaines inaccessibles sur lesquelles est fondée notre recherche. Nous espérons contribuer par notre étude à une meilleure connaissance des processus observés, qui puisse, en termes de réflexion, être utile à ceux qui nous ont aidés, quel que soit leur degré d'accord avec nos conclusions, tant il est vrai qu'une recherche scientifique peut difficilement faire l'unanimité d'acteurs sociaux placés dans des positions sociales et politiques différentes ou contradictoires.

Nous tenons à remercier tout particulièrement pour leur collaboration : la Municipalité de Sarcelles, en particulier MM. Canacos et Cukerman ; M. Pringot, militant de l'Association sarcelloise ; M. Le Boulicaut, responsable de la Coopérative de gestion de Sarcelles ; les membres du GERB au Val d'Yerres ; les militants de la CNL au Val d'Yerres, en particulier M. Beauchot ; M. Neaud,

responsable de la Coopérative de gestion du Val d'Yerres, ainsi que l'ensemble des équipes d'animation de Sarcelles et du Val d'Yerres ; les services centraux de la SCIC et, en particulier, MM. Romain, Mercadal et Charcy.

Par ailleurs, l'enquête sur le mouvement d'occupations bénéficia de l'entière collaboration des occupants et des militants, qui acceptèrent de reconstruire avec nous les circonstances du mouvement. Enfin, des chercheurs d'autres services nous aidèrent considérablement en mettant à notre disposition des données et des documents indispensables à notre recherche : tel fut le cas des chercheurs du Centre de sociologie urbaine et des statisticiens de l'Institut national de la statistique et des études économiques-« Ménages » ainsi que de Mlle Chapon et de M. Charon (École des Hautes Études en Sciences Sociales). Plus généralement, la liste des entretiens réalisés et des documents dépouillés témoigne de l'ampleur de l'information obtenue et de la bienveillance de tous les intéressés, dont nous tenons à faire part.

Enfin, la première phase de cette recherche fut possible grâce à une subvention accordée par la Délégation générale à la recherche scientifique et technique au Centre d'étude des mouvements sociaux, dans le cadre de l'« Action concertée Urbanisation ».

Introduction

Un nouveau spectre hante le monde : la crise urbaine deviendra-t-elle « révolution urbaine » ? Après le temps des urbanistes, c'est le temps des politiques. Les contradictions dites urbaines se prolongent en crises sociales, en pratiques conflictuelles, en initiatives politiques. Tout un nouveau champ s'ouvre ainsi à la dialectique entre la conservation et le changement, l'intégration et la contestation, la réforme et la transformation. Comme toute nouvelle pratique historique, elle est largement dominée par les mythes et étroitement prisonnière, dans sa délimitation actuelle, des idéologies des classes dominantes. C'est donc avec infiniment de précautions théoriques que nous avons entamé l'exploration — se voulant scientifique — de ce champ où percent de nouvelles contradictions sociales encore confusément reconnues et trop vite classées dans des catégories spatiales qui renvoient à une combinatoire des formes et des techniques d'où sont absents les rapports sociaux et où sont masquées les contradictions de classe. C'est ce qui nous a amenés à conclure — à partir d'autres travaux que nous ne reprendrons pas ici (1) — que la problématique urbaine, placée au premier plan des discours des élites dirigeantes dans les années soixante, articule trois registres extrêmement distincts mais qui se renforcent mutuellement :

- Une nouvelle idéologie naturaliste-techniciste des classes dominantes visant à représenter les contradictions sociales en termes spatiaux et donc à opposer l'Homme à la Nature, ou à son cadre de vie, qui serait la source des contradictions et des crises — la morale d'un tel mythe étant logiquement la communauté d'intérêts de tous les hommes dans leur effort pour dépasser les conséquences sociales regrettables du cadre de vie (donnée technique non sociale) qu'on nommera civilisation urbaine.
- La reconnaissance confuse d'une série de nouvelles contradictions caractéristiques du capitalisme avancé, qui

(1) Les chiffres entre parenthèses renvoient aux notes placées à la fin du volume.

concernent essentiellement les processus de consommation et s'expriment, en particulier, par de profondes transformations des unités de consommation collective et de leur transcription spatiale, les unités urbaines.

- L'initiative politique des classes dominantes, en particulier à travers des interventions nouvelles, de l'appareil d'État sur l'ensemble du processus de reproduction de la force de travail et des rapports sociaux. Sous couvert de l'aménagement de l'espace, c'est le temps historique et la vie quotidienne qui sont directement réglés par la logique politique des classes dominantes.

A vrai dire, nous formulons l'hypothèse que l'engouement récent pour la question urbaine est essentiellement lié à cette initiative politique des classes dominantes visant des enjeux nouveaux. Nous essaierons, plus loin, d'esquisser une interprétation des raisons historiques de l'émergence de ces enjeux et de ces initiatives. Mais, pour l'instant, nous tenons à souligner que le rôle de premier plan accordé à la problématique urbaine au niveau politique et idéologique a pour origine l'initiative des classes dominantes plutôt que les nouvelles luttes des classes dominées, ce qui ne veut pas dire que ces luttes soient absentes du champ des contradictions urbaines. En revanche, cela signifie que ce champ n'est pas constitué historiquement, comme le voudraient les prophètes de la révolution urbaine, à partir d'un nouvel élan historique où la ville jouerait le rôle oppresseur-libérateur tenu auparavant par le capital, mais qu'il est constitué à partir d'une articulation plus forte de l'ensemble des processus de reproduction et de leur centralisation par l'État en tant qu'expression politique d'ensemble du bloc au pouvoir. Cette remarque est lourde de conséquences, car elle explique et éclaire l'inévitable déception qui attend le sociologue ou le militant parti à la découverte des mouvements sociaux urbains. En effet, partant d'une problématique fortement conditionnée par les thèmes, en dernier lieu technocratiques, de la civilisation urbaine, beaucoup de ceux qui s'intéressent à la transformation des sociétés plutôt qu'à leur reproduction ont voulu inverser le biais d'observation de la thématique tout en respectant son contenu, c'est-à-dire qu'au lieu d'étudier (ou de pratiquer...) les modèles d'urbanisation ou les procédures d'aménagement spatial, ils ont essayé plutôt d'observer l'intervention des masses populaires au niveau des contradictions urbaines et la manière dont elles expriment leurs exigences dans ce domaine.

Or, la première remarque qui s'impose, après plusieurs années d'observation des luttes urbaines menées dans différents pays, est qu'il n'y a pas d'expérience historique de luttes urbaines de masses organisées et constituées en mouvement social comme ce fut le cas

(et ça l'est encore...!) pour le mouvement ouvrier ou le mouvement paysan, selon les pays. Non pas qu'il y ait absence d'actions revendicatives sur le logement, l'équipement, les transports, etc. : elles sont nombreuses partout. Mais de telles actions ont toujours existé, même dès le début de l'industrialisation, sans que l'on cherche à les définir comme quelque chose d'autre qu'un des aspects secondaires de la défense des conditions de vie des classes populaires, toujours soumis à la dynamique du mouvement ouvrier et des processus politiques. La question qui se pose par rapport aux luttes urbaines est celle non de leur réalité sociale mais de leur portée historique. C'est donc la visibilité sociale différentielle des luttes urbaines et de la thématique urbaine qu'il nous faut expliquer. *La seconde est infiniment plus grande que les premières*. On peut même dire que la question urbaine a été posée au préalable. Par qui ? Nous disons par les classes dominantes. Pourquoi ? Pour des raisons tenant à la fois aux transformations du mode de consommation et à la modification des systèmes de référence idéologique des classes dominantes. Cela dit, l'origine historique de l'actualité de la question urbaine ne lui enlève aucunement de l'importance. Au contraire.

Mais cela explique la pauvreté relative des expériences historiques des luttes urbaines. En effet, on peut dire que, dans les années récentes, seul le Chili a vécu un mouvement social urbain, le mouvement des *pobladores*, qui a été l'un des axes essentiels du processus révolutionnaire lié à la conjoncture de l'Unité populaire (2). Ailleurs en Amérique latine, il s'est agi surtout de luttes ponctuelles, ou même de processus d'intégration sociale à l'initiative de l'appareil d'État, comme cela a été démontré pour les *barriadas* de Lima (3).

En Amérique du Nord nous avons esquissé l'analyse de l'ambiguïté profonde du mouvement écologique et les limites de la contestation au niveau municipal (4). En Europe même, la seule expérience significative de lutte de masses dans ce domaine reste l'expérience italienne, qui n'est pas encore arrivée à constituer les bases d'un mouvement revendicatif stable pouvant agir sur la politique urbaine à l'échelon global (5). Ailleurs, il s'agit d'expériences de lutte revendicative qui, dans leurs effets, se rapportent essentiellement à la conjoncture politique (c'est le cas de Barcelone, de Lisbonne ou de Bruxelles), ou d'occupations de maisons qui se rattachent à une double logique, parfois combinée : la pression du sous-prolétariat hors des filières de distribution du logement (Angleterre) et la révolte culturelle d'une partie de la jeunesse (Allemagne, Hollande). Enfin, le mouvement écologique se définit plus comme une combinaison contradictoire de la défense de privilèges sociaux et d'un courant idéologique de la contre-culture que comme un mouvement populaire sur les contradictions urbaines. A la limite, c'est le mouvement écolo-

gique qui possède la plus forte définition autonome et la plus grande visibilité sociale, alors qu'il est le plus proche de l'idéologie dominante et le plus éloigné des différentes composantes du mouvement populaire, en particulier du mouvement ouvrier.

C'est peut-être ce décalage entre les attentes historiques que la visibilité sociale de la question urbaine place dans les luttes urbaines et la pauvreté relative de celles-ci en tant qu'expérience historique qui explique le peu de recherches véritables sur un sujet, pourtant ô combien reconnu !, ainsi que leur niveau théorique, assez faible en général. En effet, on fait alterner la description des luttes, la chronique événementielle, avec quelques rappels élémentaires de la conjoncture politique et des phrases grandiloquentes renvoyant à l'inéluctable transcendance historique de ces nouvelles luttes sociales (6), des répertoires de faits et des clins d'œil dont la puissance de communication réside, en dernier lieu, dans une participation commune à l'idéologie dominante sur la « société urbaine ». Plus précisément, l'ensemble des efforts de recherche effectués jusqu'à présent dans ce domaine sont entachés d'un biais *subjectiviste* qui les mène à définir les luttes à partir d'elles-mêmes en les réduisant, dans un mouvement unique et indifférencié, à l'opposition aux intérêts de la classe dominante, elle-même saisie comme une unité. Ce grave défaut d'analyse est présent même dans les recherches qui se proposaient de partir d'une définition structurelle des enjeux à la base de la lutte et des effets sociaux produits par cette lutte, car entre l'un et les autres on ne faisait appel qu'aux caractéristiques internes du mouvement observé (7), alors qu'il semble indispensable, pour comprendre un processus de ce type, d'expliquer la détermination sociale de son contenu et non pas seulement de décrypter ses mécanismes.

L'aspect superficiel et anecdotique de la littérature existant sur les mouvements urbains et les difficultés réelles à dépasser ce niveau d'analyse par une étude des rapports sociaux et des intérêts de classe sous-jacents à ces pratiques ont contribué à détourner de l'analyse des luttes urbaines la recherche (et en particulier la recherche marxiste, pourtant intéressée au premier chef par un tel sujet), qui s'est portée vers les eaux plus sûres des mécanismes économiques à la base de la production de l'urbain (8). Ces travaux sont absolument indispensables pour relier aux déterminants structurels de notre société les enjeux observés à la base des pratiques conflictuelles. En ce sens il faut effectivement commencer par l'étude de tels mécanismes, de la même façon qu'il est indispensable de partir du capital (et du *Capital* de Marx) pour comprendre de façon scientifique le mouvement ouvrier. Mais il faut signaler avec autant de force que nous ne pouvons pas en rester là et que, si l'on néglige l'analyse concrète des pratiques de classe, en particulier des luttes urbaines et de l'impact des contradictions urbaines sur le processus politique, on rate l'essentiel, du

point de vue de la compréhension du changement social. Cela signifie que nous nous refusons la tentation possible d'une étude scientifique limitée à la sphère de l'économique et doublée d'une référence au politique qu'on décréterait extérieur au champ de recherche, car déterminé par la politique historique en fonction d'effets toujours conjoncturels. *Nous disons qu'entre ces deux niveaux prennent place les mouvements sociaux.*

Alors que les forces productives et les rapports de production sont déterminants dans la formation des pratiques sociales, celles-ci agissent en retour, sur eux, essentiellement à travers les pratiques politiques. Mais, entre ces deux moments, les pratiques sociales contradictoires présentent des configurations particulières dont certaines produisent, à travers la médiation politique, des effets de transformation dans les rapports sociaux, alors que d'autres sont sans effet. En fonction de quoi? Du contenu de classe des intérêts en présence, du type d'exigences avancées, de l'orientation de l'organisation qui formalise la pratique, de la modalité d'intervention qui est la sienne, etc., et, en particulier, des oppositions et réactions des différentes forces sociales en présence, car une pratique conflictuelle n'est pas une action linéaire partant d'un problème et se dirigeant vers un objectif, mais une série de pratiques contradictoires s'affrontant à chaque moment du processus complexe qui les constitue.

Tel est notre objet d'étude : non pas inventorier des luttes urbaines pour faire la démonstration de leur actualité, mais effectuer leur radiographie afin d'établir par la recherche si l'on trouve dans ces luttes des signes d'émergence de *mouvements sociaux*, c'est-à-dire de *systèmes de pratiques capables de produire des effets de transformation sur les rapports sociaux*. Ce sont de telles pratiques, suscitées à partir d'enjeux exprimant les contradictions urbaines, que nous appelons des *mouvements sociaux urbains*. Nous chercherons à établir quelles sont les conditions de formation, de développement, d'absorption et d'intervention de ces mouvements. Pour cela nous partirons de l'ensemble des pratiques revendicatives urbaines telles qu'elles s'offrent à l'observateur de prime abord. Ce sont ces pratiques saisies empiriquement, et dont la signification sociale ne nous apparaîtra qu'après leur analyse, que nous désignerons par le terme commode de luttes urbaines. Notre objectif est donc d'analyser la formation des mouvements sociaux en étudiant les relations entre luttes urbaines et processus politiques à partir des contradictions de classe articulées à leur expression spécifique dans les enjeux urbains, ce qui consiste à connaître comment les « hommes » (les classes) font et défont leur ville et leur histoire à partir des contradictions qui les définissent et à travers des conflits qui les déchirent.

PREMIÈRE PARTIE

Théorie et méthodologie

CHAPITRE PREMIER

Problématique théorique et élaboration des outils conceptuels

L'observation et l'analyse des luttes urbaines et la détection d'éléments porteurs de mouvements sociaux parmi ces pratiques ne peuvent être réalisées qu'à l'aide d'un certain nombre d'outils conceptuels qui découpent et réorganisent la réalité observée pour la rendre significative (1). Or, ces concepts ne sont pas neutres : ils organisent le vécu de façon à répondre à un certain type de questions à partir d'un champ problématique bien défini. L'opération n'est pas tautologique, en ce sens que les réponses à ces questions proviennent non pas d'une combinatoire formelle mais de la réalité historique observée, des lois sociales sous-jacentes à cette réalité historique. Mais, toute réalité sociale étant multivoque, on observe les phénomènes en fonction des questions que l'on se pose, et ces questions se réalisent dans la recherche par des moyens de travail qu'on appelle concepts. Et puisque ces concepts véhiculent une certaine charge théorique et un certain nombre d'interprétations sur les tendances historiques et sur le statut social du phénomène étudié (dans notre cas, les luttes urbaines), il nous faut auparavant expliciter ce champ problématique qui permet de fonder les concepts proposés ensuite comme outils de recherche ainsi que leurs règles de relation. Il faut signaler, toutefois, que ce ne sont pas les quelques analyses extrêmement générales que nous présentons en guise d'introduction qui démontrent et justifient notre recherche. Celle-ci doit être jugée (et, donc, utilisée ensuite comme produit) par rapport à elle-même, à sa capacité de démonstration, à la pertinence qu'elle aura quant à l'éclaircissement des processus observés. Et tout d'abord, il nous faut donner la raison des questions qui l'orientent. Pour expliquer les luttes urbaines et comprendre l'émergence des mouvements sociaux urbains, il faut nécessairement se référer à une analyse des transformations de la consommation collective dans le capitalisme avancé (2), à la base des questions que l'on appelle urbaines et de leur rapport aux processus politiques. Nous en tirerons ensuite les conséquences sur le plan de la démarche théorique à suivre pour organiser notre recherche.

1. Consommation collective, classes sociales et processus politique dans le capitalisme avancé

Par *consommation* nous entendons le *processus social d'appropriation du produit*. Par qui ? Par « les hommes », c'est-à-dire, dans les sociétés historiques, par les classes sociales.

Mais le *produit* se décompose lui-même en reproduction des *moyens de production*, reproduction de la *force de travail*, et *surtravail*. Ce *surtravail* se décompose en reproduction élargie des moyens de production (ou consommation productive, dans les termes de Marx), reproduction élargie de la force de travail (ou « consommation individuelle » pour Marx) et en ce que Marx lui-même appelle, d'un terme imprécis, la « consommation individuelle de luxe », entendant par là la consommation des individus dépassant le niveau de reproduction simple et élargie suivant des *besoins historiquement définis*. Il faudrait par ailleurs préciser que dans la reproduction simple et élargie des moyens de production et de la force de travail, on doit inclure tous les « frais » sociaux découlant de la superstructure institutionnelle (appareils d'État en particulier) nécessaire à ladite reproduction.

Si tel est le processus de consommation du point de vue du mode de production, en considérant l'économique proprement dit, il y a spécificité des biens de consommation en tant que constituant l'un des deux grands secteurs (le secteur II dans l'exposé du *Capital*) dans lesquels on peut diviser la production. Ceci entraîne un certain nombre de règles propres.

Enfin, du point de vue des classes sociales, la consommation est à la fois une *expression* et un *moyen*, c'est-à-dire une pratique sociale, qui se réalise suivant un certain contenu (idéologique) et qui concrétise au niveau des *rapports de distribution* les oppositions et les luttes déterminées par les rapports de production.

Pour analyser le (et les) processus de consommation (3), il nous faut donc rechercher la spécificité des rapports sociaux qui en constituent la base et, au préalable, les modalités de production de ce processus lui-même, c'est-à-dire la détermination sociale du processus de consommation.

2. La détermination sociale du processus de consommation

Comme tout processus social, la consommation est déterminée par les règles générales du mode de production, par la matrice sociale où elle s'inscrit. Mais cette détermination se produit à différents niveaux et avec des effets spécifiques si l'on tient compte de la diversité des significations sociales de la consommation : *appro-*

priation du produit, pour les classes sociales ; *reproduction de la force de travail* en ce qui concerne le procès de production ; *reproduction de rapports sociaux* en ce qui concerne le mode de production dans son ensemble. Par ailleurs, la réalisation matérielle du processus de consommation implique la mise en relation des *produits* (ou biens à consommer) et des *agents-consommateurs*, suivant une détermination sociale, relativement autonome. La liaison de ces deux déterminations et celle, directe, du processus de consommation sont la base des règles (ou mode de consommation) sous-jacentes aux pratiques sociales dans ce domaine.

Les pratiques consommatrices doivent être saisies aux trois niveaux signalés, c'est-à-dire en tant que processus de reproduction de la force de travail, en tant qu'expression des rapports de classe au niveau des rapports de distribution et en tant que reproduction des rapports sociaux inhérente au mode de production. Toute analyse unilatérale de l'un de ces trois plans amène à des déviations qu'on peut qualifier, successivement, d'« économie », de « politisme » et d'« idéologisme ». Ceci est important si l'on pense à l'une des tendances les plus répandues concernant l'analyse de la consommation en tant qu'expression privilégiée de l'idéologie (la « société de consommation », les discours de Vance Packard ou de Baudrillard). Une telle interprétation relève en fait d'une critique humaniste-passéiste : résistance à l'invasion par le capital monopoliste de secteurs de l'économie (et donc de l'activité sociale) jusqu'alors pré-capitalistes ou archéo-capitalistes. L'« aliénation par la consommation » n'est qu'une expression détournée de la crise idéologique de la petite bourgeoisie, constatant à la fois son processus de prolétarianisation et la faillite des privilèges des « classes moyennes » par rapport à l'ensemble des classes dominées.

L'idéologie n'est pas seulement dans la consommation. L'idéologie est partout. Mais elle n'a pas de rôle moteur : elle met en forme des pratiques économiques et politiques, en fonction des intérêts de classe qu'elle représente. Et s'il est vrai que les « produits » consommés sont idéologiquement déterminés (comme toute chose à notre connaissance), on consomme non seulement des signes, mais aussi des moyens destinés à reproduire la force de travail dans les proportions et dans le style déterminés par les rapports de distribution ainsi réalisés. Faire une analyse purement « sémiologique » de la consommation consiste à privilégier l'un des niveaux, le plus dépendant des autres, le moins directement relié au procès de travail, c'est-à-dire *celui qui concerne le plus directement la petite bourgeoisie et le moins directement le prolétariat*. Une analyse scientifique de la consommation exige l'examen des trois niveaux du phénomène et de leur inter-relation, dans l'ordre des déterminations structurelles, donc en commençant par l'éco-

nomique, et en plaçant au centre de l'analyse la bipolarité contradictoire de la lutte de classes.

Pour avancer dans cette perspective, il convient de mettre en lumière quelques éléments de l'évolution historique de la consommation dans le capitalisme, en essayant d'exercer ainsi les outils conceptuels que nous essayons de forger, d'une manière un peu plus précise.

3. La transformation du processus de consommation dans le capitalisme avancé

On sait que le mode de production capitaliste, à son stade monopoliste et dans sa phase monopoliste d'État à l'échelle mondiale, se caractérise par quelques traits fondamentaux :

- 1) Accroissement sans précédent de la *masse de plus-value* mais, en même temps, rôle central de la *lutte contre la baisse tendancielle du taux de profit*, dérivée de l'augmentation de plus en plus accélérée de la composition organique du capital.
- 2) Développement accéléré, quoique inégal et contradictoire, des *forces productives*.
- 3) Développement inégal et contradictoire, mais toujours *ascendant*, de la *lutte des classes*.

A travers ces traits fondamentaux on décèle non pas un mode de production capitaliste stagnant ou en crise, mais un mode de production capitaliste qui se développe de façon *contradictoire, accélérée et ininterrompue*, en traversant des phases nouvelles à l'intérieur du stade monopoliste, en se développant de façon extensive (à l'échelle mondiale), à la fois par rapport à lui-même (de façon à ce que les phases les plus avancées pénètrent et dissolvent les rapports de production des phases capitalistes moins avancées) et par rapport à d'autres modes de production (pré-capitalistes ou archéo-capitalistes). Une telle évolution n'implique pas l'éternité historique du mode de production capitaliste, car au fur et à mesure de ce développement gigantesque, ces contradictions s'approfondissent, se globalisent, deviennent interdépendantes à l'échelle mondiale, dans une polarisation croissante. En revanche elle signifie que l'on doit s'écarter de toute vision mécaniste de l'écroulement d'un mode de production par la seule dynamique de ses crises internes. Les contradictions ainsi suscitées posent toujours les termes d'une alternative historique, mais l'aspect principal de la contradiction résulte toujours d'un processus historique déterminé, dépendant de la lutte de classes et de son expression politique.

Cette analyse des tendances expansives contradictoires du mode de production capitaliste des deux dernières décennies nous permet de mieux situer le rôle joué par *le processus de consommation*. En effet, les trois grandes tendances signalées déterminent trois effets spécifiques à la base des transformations dans le secteur de la consommation :

- 1) Le capital monopoliste, à la recherche de débouchés d'investissement, *occupe et transforme des nouveaux secteurs de l'économie*, jusqu'alors moins avancés du fait d'un taux de profit inférieur. Tel est, en particulier, le cas de la production de *moyens de consommation*, de l'agriculture à l'électro-ménager. Il est clair que cette transformation résulte de l'intérêt du capital investi plutôt qu'elle ne suit la demande sociale, d'où le besoin de publicité, le développement du crédit et d'autres systèmes d'orientation de la demande pour l'ajuster à l'offre.
- 2) Le développement de la lutte de classes, la puissance croissante du mouvement ouvrier, en transformant le rapport de forces entre les classes, ouvre des brèches dans la logique dominante suivant la ligne de résistance la plus faible, infléchissant ainsi les *rappports de distribution* plutôt que les *rappports de production*. Il y a donc, de la part des classes populaires, exigence historique d'élévation du niveau de consommation, exigence à laquelle le système peut répondre sans voir sa logique s'effondrer — même s'il aura fallu de grandes batailles pour l'y contraindre (1936 en France, par exemple, 1960 en Italie, 1959-1961 en Belgique, etc.) — d'autant plus que, *d'une certaine manière*, cette exigence populaire peut être utilisée par le capital en quête de nouveaux secteurs, à condition d'orienter étroitement le type de moyens de consommation à produire : on devine là la constitution d'un nouvel enjeu contradictoire entre les intérêts du capital et ceux de l'ensemble des classes populaires (et pas seulement du prolétariat).
- 3) *Le développement et la socialisation croissante des forces productives*, à la fois *exigent et permettent* le développement de la masse des moyens de consommation et du rôle stratégique qu'ils jouent dans l'économie. En effet, plus la production est à grande échelle et interdépendante, plus la reproduction de la force de travail est, à la fois, complexe et importante : *complexe* parce qu'il faut assurer l'ajustement d'une masse énorme de travailleurs à des exigences et à des *plannings* de plus en plus précis et peu remplaçables, et *importante* parce que, dans un procès de production dépendant d'un profit normalisé sur le long terme et à l'échelle mondiale, l'important est le fonctionnement régulier de l'élé-

ment le moins prévisible et contrôlable, la force de travail. Étant donné la masse sans cesse croissante de « travail cristallisé » que le travail vivant doit mettre en valeur, plus la composition organique du capital augmente et plus la fraction restante de travail vivant devient stratégiquement centrale.

Par ailleurs, le développement des forces productives, avec l'augmentation de la productivité qu'il représente, *permet l'accroissement du niveau de consommation dans les pays et les secteurs avancés à l'intérieur du développement inégal du mode de production capitaliste à l'échelle mondiale* (faut-il rappeler que deux tiers de l'espèce humaine restent au-dessous du niveau de reproduction biologique).

A partir de ces tendances de base on peut comprendre les transformations qui se sont produites dans le processus de consommation.

D'une part, la pénétration du capital monopoliste a provoqué la destruction des rapports archéo-capitalistes particulièrement importants dans la production de moyens de consommation destinés aux classes populaires et dans le secteur de la distribution. De l'agriculture du grand capital aux supermarchés, en passant par la mécanisation, parfois futile, du travail ménager, on assiste à ce qui est saisi par l'expérience sous le terme de « consommation de masse ». Il est clair que ce ne sont pas les objets les plus « utiles » (en termes de valeur d'usage) qui sont ainsi produits, mais ceux qui sont les plus rentables. En même temps la critique passiste de la « société de consommation » tend à regretter la « qualité perdue » sans se soucier du fait que ladite qualité a toujours été réservée à une élite. Aucune critique sérieuse de la consommation ne peut être faite sans la rapporter à des pratiques de classe historiquement déterminées, faute de quoi il ne s'agit que de variations autour de l'éternelle tragédie d'un Homme abstrait aux prises avec les puissances du Mal.

D'autre part, le processus de consommation acquiert une place décisive dans la reproduction du mode de production dans son ensemble, dans sa phase actuelle.

Au niveau de l'économique, le processus de consommation est essentiel tant à la reproduction de la force de travail qu'au mode de réalisation de la plus-value. Il devient primordial pour la force de travail qualifiée et nécessaire au fonctionnement sans à-coups de la masse interdépendante de la force de travail sous-qualifiée. Du point de vue de la réalisation de la plus-value, si le rapport entre les secteurs I et II a toujours été la base des crises de surproduction dans le capitalisme, plus la masse de « travail cristallisé » (secteur I) s'accroît exponentiellement, plus l'équilibre des secteurs devient sensible aux moindres variations de la réalisation

dans le secteur II. (Ce point, extrêmement important, est relativement compliqué car il demande une ré-analyse des schémas de reproduction du capital chez Marx, et doit être développé théoriquement, mathématiquement et empiriquement dans un proche avenir.)

Au niveau du politique, la consommation prend une place de plus en plus importante dans le processus de *revendication-intégration*, dans la mesure où la tactique de « participation conflictuelle » liée au néo-capitalisme renvoie le conflit au plan des rapports de distribution. Cela veut dire aussi que toute faille au sein du mécanisme intégrateur qu'est la consommation élargit les bases d'opposition au système dans la mesure où le fondement des revendications à ce niveau est reconnu comme légitime et pratiqué par l'ensemble des classes, fractions et couches.

Au niveau idéologique, la consommation est, il est vrai, expression de pratique de classe et de niveau dans la hiérarchie de la stratification sociale. Mais elle est aussi consommation marchande de signes, cette valeur d'échange du signe ayant étendu encore la sphère de la production des moyens de consommation mais aussi celle de la symbolique qui leur est liée et se développe suivant une logique relativement autonome. Il est important, donc, de reconnaître cette dimension de la consommation et de lui assigner une place dans l'analyse, sans pour autant en faire l'axe privilégié de l'expansion du mode de production, lui attribuant ainsi le rôle exorbitant de condensateur des nouvelles contradictions de classe (comme tend à faire l'idéologie sémiologique).

Par ailleurs, la spécificité de la phase du capitalisme monopoliste *d'État* s'exprime à travers les phénomènes suivants :

- 1) Les monopoles organisent et rationalisent l'ensemble de la consommation dans tous les domaines. C'est ainsi que l'autonomie *relative* de ce processus par rapport à la logique monopolistique dominante est abolie, et que l'on pourra parler de véritables *cadences de la consommation*. Ceci s'exprime au niveau du vécu par une oppression croissante dans la vie quotidienne et l'imposition d'un rythme entièrement hétéronome dans l'activité hors travail.
- 2) L'appareil d'État intervient de façon massive, systématique, permanente et *structurellement nécessaire* dans le processus de consommation, et ceci sous différentes formes :
 - Il apporte une aide directe aux monopoles capitalistes, pour faciliter leur prise en charge de certains secteurs (ainsi, par exemple, la fiscalité visant les petits commerçants et favorisant les chaînes de distribution).
 - Il « comble les trous » laissés par la logique du grand capital dans certains secteurs de consommation. Ainsi nous assistons à la prise en charge par l'État de vastes

secteurs de production de moyens essentiels à la reproduction de la force de travail : santé-éducation, logement, équipements collectifs, etc. C'est ici que la « problématique urbaine » plonge ses racines.

- Puisque l'État prend en charge une partie considérable, et *objectivement socialisée*, du processus de consommation, puisqu'il intervient dans l'aide directe aux grands groupes économiques qui y dominent, puisque la consommation devient un rouage central aux niveaux économique, politique et idéologique alors même qu'aucune régulation centralisée du processus n'est mise en place dans l'économie, l'État devient le véritable *aménageur* du processus de consommation dans son ensemble : ceci est à la base de ladite « politique urbaine »

4. Processus de consommation et pratiques de classe : quelques éléments pour esquisser l'analyse

Nous avons rappelé la distinction classique de Marx entre *consommation productive* (concourant à la reproduction des moyens de production), *consommation individuelle* (concourant à la reproduction de la force de travail) et *consommation de luxe* (consommation individuelle excédant les besoins historiquement déterminés de reproduction de la force de travail).

La « consommation productive » n'est pas prise en compte par le langage courant dans le « processus de consommation ». Aussi, même si du point de vue théorique elle est bel et bien consommation (« appropriation sociale du produit »), nous l'excluons *momentanément* de notre champ d'analyse afin de simplifier le travail, déjà fort complexe. Par ailleurs, la distinction entre « consommation de luxe » et « pas de luxe » nous semble fort discutable, renvoyant de fait à une théorie naturaliste des besoins quelles que soient les précautions de style. Nous la mettrons donc entre parenthèses en attendant d'avoir poussé l'analyse plus en profondeur.

En revanche, l'analyse de Marx nous semble omettre une différence, aujourd'hui, fondamentale dans le processus de consommation — différence, il est vrai, dont l'importance est beaucoup plus grande aujourd'hui que dans le stade concurrentiel du capitalisme analysé par Marx. Nous voulons parler de la distinction entre *consommation individuelle* et *consommation collective*, entendant par cette dernière la consommation dont le traitement économique et social, tout en restant capitaliste, ne se fait pas à travers le marché mais à travers l'appareil d'État. Les « biens collectifs », disent les économistes marginalistes, sont ceux qui n'ont pas de prix de marché. C'est un constat. Mais la distinction

entre *consommation individuelle* et *consommation collective* a été contestée en général à cause des critères employés dans la caractérisation de cette dernière, fondés sur un prétendu caractère « naturel » de certains biens (p. ex. leur indivisibilité : tel l'air, l'eau, etc.). Or il suffit de penser au processus de privatisation des ressources naturelles pour se rendre compte que rien ne peut échapper au grand capital. A l'intérieur d'une logique capitaliste dominante, tout, absolument tout, peut devenir marchandise : *tout, sauf les biens dont le processus de production rapporte un taux de profit inférieur au taux moyen, tout, sauf ceux des biens ou services dont l'État doit avoir le monopole pour assurer l'intérêt de la classe capitaliste dans son ensemble (école, police, par exemple, et encore suivant les situations historiques).*

Cette *consommation collective* est donc celle qui concerne les biens dont la production n'est pas assurée par le capital, non du fait d'une quelconque qualité intrinsèque, mais conformément aux intérêts spécifiques et généraux du capital : c'est ainsi qu'un même produit (le logement, par exemple) sera traité *à la fois* par le marché et par l'État, et sera donc alternativement produit de consommation individuelle ou collective, suivant des critères qui seront par ailleurs historiquement mouvants. Nous nous écartons ainsi de l'empirisme qui consiste à identifier un processus social donné (la consommation collective) et un produit matériel (le logement comme valeur d'usage). De plus, ces « biens de consommation collectifs » seraient ceux qui sont nécessaires à *la reproduction de la force de travail et/ou à la reproduction des rapports sociaux*, sans quoi ils ne seraient pas produits malgré leur manque d'intérêt pour la production de profit.

Enfin, et surtout, cette production de la *consommation collective* (à taux de profit faible ou nul) joue un rôle fondamental dans la lutte du capital contre la baisse tendancielle du taux de profit. En effet, en dévalorisant une partie du capital social par des investissements sans profit, l'État contribue à rehausser d'autant plus le taux de profit du secteur privé, malgré la baisse tendancielle du taux de profit rapporté au capital social dans son ensemble. Donc, même si ce mécanisme n'est pas la principale arme du capital pour contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit, l'intensification de l'exploitation et son développement à l'échelle mondiale en constituant l'arme essentielle, il reste que *l'intervention de l'État en matière de consommation est l'un des principaux rouages du capitalisme monopolistique, et pas seulement pour la reproduction du capital.*

Si telle est la détermination du processus de consommation collective, il faudra distinguer entre la *production des moyens de consommation* et le *processus de consommation* lui-même, bien que le second dépende de la première et en porte la marque. Cela dit, si, du point de vue de la causalité historique, telle est la démarche,

du point de vue de l'ordre de pensée il nous faut théoriser le processus de consommation en lui-même, car il est impossible de savoir quels sont les effets spécifiques d'une cause sur un effet dont on ignore les contours. Pour cela, nous tiendrons compte de trois points fondamentaux :

- 1) *La consommation collective* concerne, pour l'essentiel, le processus de reproduction de la force de travail et le processus de reproduction des rapports sociaux *articulé à la reproduction de la force de travail* (par conséquent, obéissant à des rythmes spécifiques). Cette reproduction peut être simple ou élargie. La reproduction élargie devra toujours être définie selon une spécification historique, et constituera l'un des points forts de l'analyse et l'un de ceux qui présentent le plus de difficultés.
- 2) Comme tout processus social, la consommation collective se compose d'*éléments qui ne peuvent être définis que dans leurs rapports*. D'ailleurs, elle n'est rien d'autre que les rapports, historiquement déterminés, entre ces éléments. Quels sont-ils? Les mêmes que ceux du procès de production — force de travail, moyens de production, non-travail — mais organisés suivant une logique différente. C'est dans l'organisation structurelle des contradictions spécifiques à ce processus que réside le secret ultime de la consommation collective. (Cette phrase sybilline cherche à peine à cacher l'état embryonnaire et provisoire de nos recherches sur ce point de l'analyse.)
- 3) Tout processus de consommation définit des unités de réalisation de ce processus. Ces unités, articulant des moyens collectifs de consommation, constituent la base matérielle des unités urbaines. C'est pourquoi la problématique urbaine se rattache assez directement aux rapports entre classes sociales et processus de consommation.

5. La politisation de l'urbain dans le capitalisme monopoliste d'Etat : quelques tendances historiques

La politisation des « problèmes urbains » dans le capitalisme monopolistique d'Etat est directement déterminée par la transformation des contradictions de classe dans la nouvelle phase du mode de production capitaliste, ce qui, en termes de pratique politique, entraîne des effets spécifiques au niveau des rapports de pouvoir. Ainsi, tout d'abord, du point de vue de la transformation des processus urbains (c'est-à-dire, de ceux concernant la consommation collective), nous assistons à l'émergence de toute une

série de traits structurels qui sont à la base de nouveaux conflits sociaux et politiques, à savoir :

- L'importance croissante de la prévisibilité du comportement de la force de travail dans un procès de production complexe et interdépendant exige que l'on porte une attention grandissante au traitement collectif des processus de sa reproduction. Cette tendance est renforcée par les exigences croissantes des masses de travailleurs élargissant progressivement leurs revendications du domaine salarial à celui des conditions d'ensemble de leur reproduction. Ces deux traits sont à la base des mouvements de *revendication urbaine*, dans un sens, et des mouvements *d'intégration et de participation* dans l'autre.
- L'existence de véritables *cadences de la consommation* dans la vie quotidienne, de par la socialisation objective du processus unie à la subordination aux intérêts du capital, est à la base, d'une part, de *révoltes* de plus en plus violentes et ponctuelles, très souvent entièrement spontanées, qui jaillissent en concertant de façon collective l'agressivité individuelle qui est devenue la règle dans les conditions d'existence imposées dans les grandes unités de reproduction de la force de travail, et, d'autre part, d'une exigence croissante de *régulation* du système urbain suivant la logique de la classe dominante. Cette exigence prépare le terrain au développement de la pratique et de l'idéologie de la *planification urbaine*.
- L'intervention permanente et de plus en plus large de l'appareil d'État dans le domaine des processus et unités de consommation fait de l'État le véritable aménageur de la vie quotidienne. Cette intervention de l'appareil d'État, que nous nommerons *planification urbaine* au sens large, entraîne une politisation presque immédiate de toute la problématique urbaine, puisque le gérant et interlocuteur des revendications et des exigences sociales tend à être, en dernière instance, l'appareil politique des classes dominantes. Cela dit, la politisation ainsi instaurée n'est pas obligatoirement source de conflit ou de changement, car elle peut aussi bien être mécanisme d'intégration et de participation : tout dépend de l'articulation des contradictions et des pratiques ou, si l'on veut, de la dialectique entre appareil d'État et mouvements sociaux urbains.
- La généralisation et la globalisation de la problématique urbaine est à la base du développement vertigineux de l'idéologie de l'urbain qui attribue au « cadre de vie » la capacité de produire ou transformer les rapports sociaux. Une telle tendance contribue au renforcement du rôle stratégique de

l'urbanisme, comme idéologie politique et comme pratique professionnelle. Prenant appui dans la socialisation objective du processus de consommation, dans l'exigence structurelle de l'intervention de l'État et dans la spatialisation idéologique des nouvelles contradictions, *l'urbanisme* (et donc, l'urbaniste) devient une *discipline* au sens fort du terme, c'est-à-dire la capacité politique d'imposer un certain modèle de rapports sociaux sous couvert d'un aménagement de l'espace. Voilà qui explique le déclenchement d'*utopies critiques* qui prennent le contrepied de l'idéologie de l'urbanisme officiel en lui opposant un urbanisme « autre », « humain », mais qui reste sur le terrain déplacé où les conflits de classe ont été transformés en conflits d'espace.

Si, au lieu d'observer le processus de politisation de l'urbain du point de vue des transformations structurelles de la consommation collective, *nous l'observons maintenant à partir des nouvelles formes de lutte politique et des caractéristiques tendanciennes de la scène politique dans le capitalisme avancé*, nous pouvons signaler aussi quelques points fondamentaux.

Du point de vue de la classe dominante (le grand capital), s'il est vrai que la problématique urbaine est entièrement expression de l'idéologie dominante, qui la diffuse et la globalise de plus en plus, son développement est en même temps lié à l'éclosion de nouvelles contradictions structurelles au niveau de la consommation collective, qui se manifeste, par exemple, par le débat politique et les revendications économiques visant de plus en plus les « équipements collectifs », de telle façon qu'il y a *contradiction croissante entre la diffusion de l'idéologie de l'urbain par la classe dominante et les effets politiques visés au fur et à mesure que s'approfondissent les contradictions économiques qu'elle connote*.

Du point de vue des nouvelles tendances de révolte petite-bourgeoise, axées essentiellement sur une révolte culturelle, leur thématique s'adapte parfaitement tant aux bases économiques qu'aux expressions idéologiques de la problématique urbaine. En effet, ils mettent plus en question le modèle de consommation et la « vie quotidienne » que les rapports de production et la domination politique. Leur opposition est fondée sur une critique humaniste du « cadre de vie » totalitaire et global qui s'accommode fort bien des registres naturalistes de l'idéologie de l'environnement, en prenant comme point d'appui l'utopie communautaire du passé ou de l'avenir plutôt qu'une certaine place contradictoire dans la structure des rapports de classe. Dans un certain sens on peut dire que la révolte culturelle petite-bourgeoise fournit aux mouvements basés sur l'idéologie urbaine leur principale masse militante. C'est un tout autre problème que celui de savoir à quelles conditions ces mouvements basés sur l'idéologie urbaine deviennent une

composante des mouvements sociaux urbains, mettant en cause le pouvoir de classe.

Du point de vue des tendances d'opposition réformiste, expression des intérêts immédiats des classes dominées tout en les déliant de leurs intérêts historiques, revendiquant donc et modifiant les rapports de distribution et de gestion sans changer les rapports de production, les « problèmes urbains » apparaissent comme le domaine privilégié de la réforme. En effet, ils sont profondément ressentis ; ils apparaissent comme un élément déterminant au premier abord les conditions de vie des travailleurs ; ils concernent l'ensemble des classes sociales à des degrés divers ; ils se réfèrent à la consommation, donc ne mettent pas en cause directement les rapports de production ou de domination politique ; enfin, et surtout, l'occupation de certaines positions à différents niveaux de l'appareil d'État permet de détenir certains appareils de régulation et d'intervention dans le domaine. On peut donc s'attendre à un développement sans précédent des tendances réformistes d'un « municipalisme social » essayant de faire des expériences socialisantes dans ce domaine. Au Japon déjà, la « réforme urbaine » est à la base d'importantes victoires politiques de la gauche parlementaire, en particulier, la conquête des municipalités de toutes les grandes villes.

Du point de vue de l'opposition politique révolutionnaire (celle visant la destruction de l'appareil d'État bourgeois et la création de conditions politiques permettant de commencer la transition vers le socialisme), la place des contradictions urbaines, et des luttes qui en découlent, dans la stratégie d'ensemble, dépend du jugement porté sur la conjoncture de la lutte de classes et sur les caractéristiques des organisations économiques et politiques des classes dominées.

En effet, si l'on juge que le(s) parti(s) révolutionnaire(s) existe(nt), solidement implanté(s) dans les masses et qu'ainsi, la classe ouvrière est organisée pour l'essentiel, la clef du problème est dès lors d'unir de vastes masses autour d'un programme politique anti-monopoliste, c'est-à-dire de construire le bloc historique des classes dominées sous l'hégémonie du prolétariat. Les problèmes urbains jouent alors un rôle privilégié dans la construction de l'alliance de classes sur des bases revendicatives (et non seulement politiques) du fait de leur pluriclassisme et de leur caractère de contradiction secondaire, mais directement aux prises avec l'appareil d'État.

En revanche, si l'on part de l'idée que l'autonomie prolétarienne est encore à construire — politiquement, idéologiquement, organisationnellement —, alors les enjeux urbains sont relativement secondaires par rapport à la lutte ouvrière et aux conflits directement politiques. Cette attitude est d'autant plus logique pour la perspective signalée que le domaine de la lutte urbaine est à la fois

(voilà le problème) le plus facile à pénétrer pour des nouvelles forces politiques (du fait de l'organisation plus faible des masses dans ce domaine) et le plus propice aux orientations politiques petites-bourgeoises, d'où un certain danger (maintes fois vérifié...) de « reconstruire le parti du prolétariat » à partir de la demande de boîtes aux lettres dans les escaliers, avec les conséquences logiques d'un tel décalage : sur-idéologisation de la lutte revendicative et faible prolétarianisation de l'organisation. Ceci ne veut pas dire, bien sûr, que des interventions conjoncturelles sur l'urbain ne soient pas profitables pour de telles tendances politiques, mais, en règle générale, plus on est centré sur la construction de l'autonomie prolétarienne, plus la problématique de l'alliance de classes est peu actuelle et plus les contradictions urbaines deviennent secondaires du *point de vue de la stratégie politique révolutionnaire centrée sur la prise de pouvoir*.

Si l'on pense maintenant à l'importance des tendances politiques qui convergent dans un intérêt accru pour la question urbaine (la classe dominante, la révolte petite-bourgeoise, le réformisme, la tactique révolutionnaire en phase d'alliance de classes), on pourra s'expliquer l'importance croissante de cette problématique : non seulement elle exprime certaines tendances structurelles nouvelles au niveau de l'économique, mais encore *la dynamique spécifiquement politique de la plupart des grands courants sur la scène politique du capitalisme avancé les amène à en faire un enjeu privilégié dans leur stratégie*. Ceci explique la portée et l'ambiguïté de la question urbaine, qui est à la fois un terrain piégé de l'idéologie et une source de conflits politiques, *au sens précis* que nous venons d'établir.

*

Nous pouvons, sur la base de ces remarques, élaborer des outils conceptuels permettant de poser de manière précise les questions soulevées par les tendances historiques que nous avons évoquées.

6. Outils conceptuels pour l'étude des mouvements sociaux urbains

6.1. Problèmes théoriques à résoudre et définition des concepts

La transcription de la problématique exposée en termes de recherche exige des outils conceptuels qui satisfassent à plusieurs exigences fondamentales, qui découlent de la perspective théorique adoptée.

a) Analyser les luttes urbaines en partant de leur décryptage en

tant que rapports sociaux signifie, avant tout, les identifier du point de vue de la charge structurelle des intérêts en présence dans le conflit et du point de vue de la signification qu'elles prennent dans une conjoncture donnée. Cela dit, s'il est fondamental de rappeler que les pratiques sont déterminées, et que cette détermination renvoie fondamentalement aux rapports de production et à la conjoncture politique, il faut encore que cette perspective ne reste pas au niveau des déclarations de principe mais qu'elle s'incarne concrètement dans la recherche. Or l'on risque de « situer les luttes urbaines dans leur contexte économique et politique » tout en les analysant à partir de leurs caractéristiques subjectives, ou, inversement, de réduire ces luttes urbaines à une transcription mécanique des grands déterminants structurels, établis une fois pour toutes, par rapport auxquels les processus sociaux ne sont que simple occasion de déploiement sans surprises, c'est-à-dire sans interactions autonomes. Notre premier effort consistera donc à intégrer les éléments propres au processus dans une même démarche, une même observation et une seule catégorisation. Cela veut dire, par exemple, qu'au lieu d'appréhender une lutte comme mettant aux prises, en dernière analyse, la classe ouvrière et le capital monopoliste pour ensuite parler des acteurs concrets en décrivant leurs stratégies, nous constituerons ces « acteurs » à partir de leurs intérêts propres, en essayant d'affiner au maximum la caractérisation de ces intérêts et en articulant les éléments structurels ainsi définis. Nous obtiendrons alors l'analyse d'une « structure en pratique » ou d'une « pratique structurée », ce qui nous semble le principe même d'une analyse sociologique.

La caractérisation structurelle de chaque élément du processus observé n'est pas une catégorisation générale : son contenu social ne lui est pas assigné par principe, mais en fonction du contenu historique d'une conjoncture donnée. Ainsi, par exemple, si nous définissons le contenu de classe de la rénovation urbaine à Paris pour les classes dominantes comme l'articulation des intérêts du capital monopoliste immobilier avec les intérêts politiques de la fraction hégémonique des classes dominantes, il ne s'agit pas d'une caractérisation générale de la rénovation urbaine, mais du contenu structurel (c'est-à-dire en termes d'intérêts de classe) qui, conjoncturellement, est assigné à ce programme. Que la conjoncture politique change fondamentalement et un nouveau contenu apparaîtra, exigeant une nouvelle caractérisation du point de vue structurel. C'est dire que nous ne considérons pas la conjoncture comme une « ambiance » (dont les effets indéfinissables permettraient alors toutes les fantaisies), mais comme un arrangement précis de rapports sociaux produisant des effets spécifiques sur les processus observés.

Par ailleurs, la façon concrète de traduire cet ancrage dans la

conjoncture consiste à rapporter toute lutte à son *enjeu* et à construire l'analyse autour du traitement social de l'enjeu sous-jacent à la lutte. Par *enjeu* nous entendons la transcription conjoncturelle en termes de pratiques des contradictions structurelles qui suscitent la lutte urbaine observée. La détermination de l'enjeu résultera du repérage de la place occupée par ce problème dans la structure sociale (et dans la structure urbaine de façon plus spécifique) plus que d'une analyse de la logique de son traitement, qui ne peut provenir que de l'observation du processus. Dans notre recherche nous identifierons donc chaque enjeu, émergé de la pratique sociale elle-même, en le *situant* dans la structure des rapports sociaux (économique, politique, idéologique) et par rapport à la place qu'il occupe dans le système urbain.

b) La deuxième exigence théorique à laquelle nous avons essayé de répondre est de désobjectiver l'analyse des luttes, non pas seulement en les enracinant dans leur contenu structurel, mais en prenant en compte la bipolarité des pratiques de classe. L'ensemble des éléments constitutifs d'une lutte urbaine doit être traité autant par rapport aux classes dominantes que par rapport aux classes dominées, et ceci non seulement parce que les classes dominées doivent compter dans leur lutte avec l'intervention des classes dominantes à chaque moment du processus, mais encore parce que rien ne nous dit que les luttes urbaines soient l'apanage des classes dominées. Il y a bien des luttes urbaines menées par les classes dominantes (Liège (4), par exemple), ainsi qu'il y a bien souvent mobilisation des classes dominées dans les luttes urbaines déclenchées par et pour les classes dominantes (une bonne partie des mouvements écologiques, par exemple). Donc, dès le moment où l'on abandonne la perspective prométhéenne des classes dominées montant à l'assaut de l'ordre social à partir de leur condition urbaine, on doit faire éclater chaque élément du processus de lutte dans une double caractérisation : l'une pour les classes dominantes, l'autre pour les classes dominées.

Naturellement cette analyse présuppose une théorie des classes sociales, leur caractérisation en tant qu'agents historiques à partir de leur place dans les rapports de production et leur mode d'existence conflictuel selon leur division en dominantes et dominées. Nous renvoyons à d'autres textes pour justifier théoriquement et historiquement ces analyses (5), tout en définissant les concepts que nous emploierons constamment dans la recherche.

D'abord, en ce qui concerne les classes sociales, rappelons Lénine (*La Grande Initiative*) :

« On appelle classes de vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils tiennent dans un système historiquement défini de la production sociale, par leur rapport, la

plupart du temps fixé et consacré par la loi, aux moyens de production, par leur rôle dans l'organisation sociale du travail, et donc par les moyens d'obtention et la part des richesses publiques dont ils disposent. Les classes sont des groupes d'hommes dont l'un peut s'approprier le travail de l'autre par suite de la différence de la place qu'ils tiennent dans un régime déterminé par l'économie sociale.»

Sur la base de cette définition, nous appelons « classes dominantes » les classes et fractions de classe qui occupent une position hégémonique dans les rapports de pouvoir, c'est-à-dire dans la capacité d'organiser la société en fonction de leurs intérêts, tels qu'ils sont définis par leur place dans les rapports de production. Sont considérées comme dominées les classes qui occupent une position subordonnée dans le même ensemble de rapports de pouvoir.

Les concepts ainsi délimités sont trop généraux car ils ne tiennent pas compte de l'existence de fractions de classes, de couches et de catégories sociales ainsi que des différents types de contradictions entre les classes, éléments que nous mettons à l'œuvre dans la caractérisation du processus. Nous renvoyons pour des éclaircissements théoriques nécessaires, sous-jacents à notre analyse, aux textes de Poulantzas que nous avons déjà cités.

Il faut toutefois introduire une différenciation fondamentale entre le mode d'existence des classes et les pratiques sociales observées, car il existe, d'une part, des *intérêts* structurels de classe tout au long du processus et, d'autre part, l'action effective d'*agents sociaux intervenant dans le processus*. Les uns ne recourent pas forcément les autres, alors qu'en fait les uns et les autres sont redevables d'une même caractérisation en termes d'appartenance de classe. Nous avons donc distingué, tant pour les classes dominantes que pour les classes dominées, deux formes d'existence des classes sociales dans les processus de lutte : d'une part, nous avons analysé la *situation de classe* de la lutte, en établissant les intérêts de classe structurellement en présence, et, de l'autre, nous avons essayé de caractériser la *force sociale* qui aussi bien pour les classes dominées que pour les classes dominantes se constitue dans le processus de lutte pour y défendre les intérêts structurels qui caractérisent l'enjeu de la lutte. La force sociale peut coïncider avec la situation de classe mais peut aussi ajouter à la situation de classe de nouveaux éléments ayant une appartenance de classe. Elle peut même s'y substituer de manière entièrement nouvelle, opérant ainsi une dissociation complète entre les caractéristiques de classe de la force sociale et celles de la situation de classe dont elle est censée défendre les intérêts, ce qui, bien entendu, ne sera pas sans effets sur le processus de lutte.

L'analyse de classe des luttes urbaines exige donc de caractériser

l'insertion dans les rapports de production et dans les rapports de pouvoir tant des intérêts sociaux en présence que des agents intervenant dans le processus.

c) Notre troisième exigence est de rendre compte du déroulement du processus de lutte de telle façon que l'autonomie relative que nous postulons par rapport à la définition structurelle de l'enjeu s'exprime aussi dans l'autonomie des concepts employés pour saisir leurs effets spécifiques.

C'est ainsi que nous avons été amenés à caractériser des éléments constitutifs du processus de lutte en tant que tel. L'essentiel nous semble pouvoir être rassemblé à travers l'interaction de l'*organisation* intervenant dans la lutte, des *revendications et exigences* exprimées, des *formes de lutte* utilisées.

Tout d'abord, il peut apparaître surprenant que nous prenions en compte l'*organisation* comme un élément nécessairement présent dans tout processus de lutte. En effet, à la fois nos observations dans de nombreuses conjonctures historiques et nos perspectives théoriques nous amènent à conclure qu'il n'y a pas de lutte sans organisation, qu'elle soit sous une forme ou sous une autre. Attention ! Nous ne voulons pas dire seulement que dans toute lutte il y a une manière de faire, d'agir, de se réunir, plus ou moins structurée. Nous voulons dire qu'un des éléments essentiels est la présence d'un *appareil* (plus ou moins formalisé, créé à cette occasion ou importé d'ailleurs) qui va émettre des initiatives sociales en ce qui concerne les objectifs et le déroulement de la lutte. Cette organisation joue un rôle central dans la constitution de la force sociale : qu'elle ait pré-existé à la lutte ou ait été créée pour les besoins de la conjoncture est très important pour son contenu mais ne change rien quant à la réalité de son existence. Une organisation est le résultat d'une cristallisation de pratiques sociales qu'on pourrait définir comme *un agencement de moyens en vue de l'obtention de certaines fins*. Elle n'est définie ni par ces fins ni par les moyens qu'elle représente, mais par le rapport dialectique entre les deux. Il serait aussi faux de caractériser une organisation par les cibles qu'elle vise au niveau de la pratique sociale que par son mode de fonctionnement interne, car il ne faut pas présupposer la cohérence entre les fins et les moyens. En dernière analyse, cette définition formelle de l'organisation doit donc se doubler d'une définition historique suivant les effets déjà produits par sa pratique, car c'est à travers cet horizon pratique de référence qu'elle existe et se développe dans une société donnée. Ainsi, pour prendre un exemple, il est aussi faux de dire que le parti communiste est toujours le même type d'organisation que de dire qu'il y a autant de formes d'organisation des communistes que de partis communistes existants. C'est pourquoi quand nous parlerons d'une *organisation* dans le processus des luttes urbaines,

nous nous référerons à des *systèmes de moyens organisés en fonction de certaines fins à partir de la cristallisation d'un ensemble de pratiques historiques données.*

En ce qui concerne *les revendications et les exigences*, il nous faut également expliciter les présupposés théoriques relatifs à la caractérisation de cet élément. En effet les agents intervenant n'expriment pas obligatoirement de façon directe et ouverte les intérêts en jeu. Il peut exister une spécification ou un décalage de la revendication exprimée par rapport aux intérêts défendus. Nous appelons donc *revendications (pour les classes dominées) et exigences (pour les classes dominantes) l'expression contradictoire des objectifs d'une lutte telle qu'elle est formulée par les forces sociales en présence dans le processus de lutte.* En effet, il nous a semblé quelque peu paradoxal de parler de revendications pour les classes dominantes ; nous avons donc préféré parler d'exigences.

Enfin, les pratiques observées sont caractérisées par le mode d'intervention qui leur est propre, dans la mesure où les *formes de lutte* expriment beaucoup plus nettement que tous les autres éléments le niveau d'engagement réel des forces sociales sur chaque enjeu et dans chaque conjoncture. Ces formes de lutte sont en quelque sorte le révélateur des intérêts en présence qui, autrement, ne peuvent être que supputés par l'analyse. L'articulation de ces formes de lutte dans l'ensemble du processus est par ailleurs source autonome d'effets, car de leur pertinence par rapport au déroulement de l'ensemble du processus dépend très souvent l'issue de la lutte. La difficulté essentielle consiste à ne pas en rester à une description des formes d'action dont le constat en soi n'est pas significatif. Il nous faudra donc caractériser ce type d'action en relation avec les rapports de classe qu'ils mettent en pratique. C'est pourquoi nous entendons par *formes de lutte les modalités d'exercice pratique de la lutte des classes par rapport à l'enjeu qui est à la base de la lutte urbaine.*

d) Enfin, l'ensemble de l'analyse ainsi entreprise resterait formelle si elle n'était pas capable de situer le processus observé dans la dynamique d'ensemble des rapports sociaux. Or, que signifie concrètement cette perspective au niveau d'une recherche ? Qu'une pratique sociale se définit par l'effet qu'elle produit sur les rapports de classe à partir de l'enjeu qui la suscite et du processus qui la constitue, cet effet devant être spécifié selon une double dimension :

- D'une part, il s'agit de l'impact de la pratique dans la sphère où elle est intervenue et en fonction de la trame contradictoire de rapports sociaux où elle s'insère, car les effets indirects d'une pratique sur la structure sociale sont trop complexes et mettent en cause trop de variables

pour que l'on puisse les déterminer avec un minimum de précision.

- D'autre part, tout en se limitant à l'observation de l'effet immédiatement produit par rapport à un enjeu donné, il faut déterminer quel est l'effet qu'on essaie de déceler parmi la multivocité de sens de toute pratique rapportée à la structure sociale. Dire que nous visons l'analyse des effets produits sur les rapports de classe peut être entendu dans un sens trop général dans la mesure où les rapports de classe sont partout. Nous préférons donc définir plus nettement les effets que nous cherchons à établir en disant que nous observerons quels sont les effets produits sur la dialectique entre transformation et conservation des rapports sociaux selon trois dimensions spécifiques : la reproduction, la régulation ou la transformation du système urbain en tant qu'unité structurante des processus de consommation collective ; le rapport de forces politiques entre les forces sociales en présence ; l'impact sur les processus idéologiques de reproduction-contestation de la domination de classe. Nous insistons ainsi sur le fait que cette lecture des effets sociaux (urbains, politiques, idéologiques) produits par les différents types de luttes urbaines est sélective et ne se justifie que par rapport à la visée de notre recherche : établir les conditions d'émergence de mouvements sociaux à partir des pratiques suscitées par les contradictions urbaines.

Dans le cadre de notre recherche, nous définirons donc *les effets d'une lutte urbaine comme les effets produits par le processus de lutte sur les rapports sociaux à travers leur impact sur l'organisation du système urbain, sur la conjoncture du rapport politique de forces entre les classes et sur les conditions idéologiques du pouvoir de classe*. C'est en établissant ces effets, ainsi que leur interaction, et en montrant la relation entre les caractéristiques du processus de lutte et la production différentielle des effets que nous aurons analysé comment une structure sociale agit sur elle-même à partir des enjeux spécifiques constitués par les contradictions urbaines. Et c'est en déterminant le processus de production sociale des effets qui contribuent à la transformation des rapports sociaux que nous aurons effectué une analyse sociologique des mouvements sociaux urbains.

e) Formulons une dernière remarque en ce qui concerne l'éclaircissement des questions théoriques à la base de notre recherche. On pourrait s'étonner que parmi les concepts retenus pour constituer un schéma explicatif des luttes urbaines ne figure pas celui d'*espace*, différencié en une typologie des formes spatiales. Or ceci est en fait une conséquence de la démarche théorique adoptée. Car

à partir du moment où l'espace est non pas un découpage spécifique de la réalité sociale mais une forme, une conjoncture de rapports sociaux, c'est à ces rapports qu'il faudra se référer pour expliquer non seulement la composition de chaque type d'espace, mais encore son sens, sa signification et, en particulier, son influence sur les luttes urbaines. C'est dire qu'une opposition formelle du type ville/banlieue, par exemple, ne nous dit rien en soi car il faut retranscrire cette forme spatiale en termes de rapports sociaux pour pouvoir la relier à d'autres rapports sociaux tels que les luttes urbaines. Or cette transcription n'est pas donnée en général, elle est toujours conjoncture : un même type d'espace peut exprimer plusieurs articulations de rapports sociaux suivant le processus historique qui l'a constitué. Et inversement. C'est pourquoi nous ne rejetons pas une analyse de l'espace et de son interaction avec les luttes urbaines, mais ce ne peut constituer que l'un des résultats de notre recherche et non pas son point de départ. En effet, il nous faut établir d'abord la relation entre certains rapports sociaux et certains types d'espace, ainsi qu'entre les rapports sociaux et les luttes urbaines, pour pouvoir déchiffrer des rapports significatifs entre les luttes urbaines et les formes spatiales, faute de quoi nous retomberions dans les explications quasi magiques qui caractérisent l'idéologie urbaine : à certains arrangements de l'espace correspondraient certaines « réactions sociales » suivant une mécanique élémentaire de la concentration et de la dispersion... Si l'on veut accorder une importance réelle à la problématique de la production de l'espace et à son efficacité sociale, il faut le coder d'abord en termes de rapports sociaux. Or ce sont les mouvements sociaux qui sont constitutifs de ces rapports. Voilà pourquoi la problématique des formes spatiales n'est pas absente mais demeure « à côté » de notre objet de recherche.

Il nous reste maintenant à préciser les perspectives théoriques et à développer les concepts définis, en construisant un *outil* capable de coder et relier la réalité observée dans des termes de notre problématique.

6.2. Grille théorique pour l'analyse des mouvements sociaux urbains et typologies conceptuelles

Nous disposons d'une série de concepts susceptibles, au moins en principe, de saisir la réalité à observer dans des termes convenant à notre problématique. Mais il s'agit là d'instruments statiques, pouvant *nommer* les phénomènes sans pour autant en rendre compte, dans la mesure où toute analyse concrète doit pouvoir expliquer les mouvements de cette réalité à partir de la saisie des variations et des relations significatives entre ces variations.

Il nous faut par conséquent un outil qui, en quelque sorte, fasse *pivoter* chacun de ces concepts en fonction des variations du

phénomène qu'il doit saisir, ce qui implique la construction d'une série de typologies théoriques qui vont spécifier le champ de variation de chaque concept. La mise en rapport de l'ensemble de ces typologies à partir de la réalité observée constituera le spectre théorique du processus de lutte objet d'analyse, c'est-à-dire l'objet théorique construit à partir de l'observation effectuée avec nos lunettes conceptuelles et sur la base duquel nous pourrions interpréter le *sens* des rapports sociaux mis en lumière par notre recherche.

Ces typologies théoriques seront « fermées », c'est-à-dire qu'elles épuiseront le champ de variation de chaque concept dans un nombre de types très réduit. La raison en est élémentaire : il s'agit d'économie sur les constructions théoriques qui en découleront, car il faut limiter le nombre de types à combiner si l'on veut pouvoir obtenir des regroupements suffisamment simples pour être interprétables. Nous ne perdons pas en richesse d'information en opérant ainsi, car le champ d'observations est susceptible d'une approche aussi large ou aussi rétrécie que l'on voudra, en fonction des buts de la recherche. Nous avons opté pour un rétrécissement (somme toute très relatif) de nos variations analytiques, étant donné la précision de notre propos : la détection de symptômes de mouvements sociaux dans les luttes urbaines.

Pour le moment nous laisserons de côté les problèmes proprement méthodologiques, en particulier ceux qui sont relatifs au classement des processus de lutte dans les différentes catégories, pour nous centrer sur l'exposé de l'outil théorique proprement dit, à savoir la constitution de typologies théoriques pour différencier de façon interne chacun des concepts qui permettent de saisir le processus de lutte. (On se référera à la deuxième partie pour les problèmes méthodologiques concernant le classement des luttes dans les typologies théoriques.)

Il s'agit donc ici de déterminer les différents types possibles d'*enjeu*, de *situation de classe*, de *force sociale*, d'*organisation*, de *revendications-exigences*, de *formes de lutte* et d'*effets sociaux*, entre lesquels varieront les différents processus de lutte — et ceci, pour les *classes dominantes* d'un côté, et pour les *classes dominées* de l'autre. A l'exception, bien sûr, de l'enjeu et des effets qui sont communs aux deux blocs de classes contradictoires puisqu'ils sont la source et le résultat de leur conflit. Prenons donc les concepts les uns après les autres, en essayant de les typologiser, en fonction de notre perspective théorique d'ensemble.

a) *En ce qui concerne l'enjeu*, nous le différencierons de deux façons : d'une part, par la caractérisation de son traitement tout au long du processus de lutte, car la typologisation de chaque caractéristique du processus de lutte correspond en quelque sorte à une spécification de l'enjeu, mais, d'autre part, nous le traiterons

en lui-même en le situant par rapport aux instances fondamentales de la structure sociale (économique, politique et idéologique) et par rapport aux différents processus du système urbain ; car si le système urbain spécifie la structure sociale générale, il le fait suivant une logique relativement autonome. Il y a donc une première distinction suivant qu'il se situe essentiellement dans l'instance économique, politique ou idéologique (6). Ensuite, en ce qui concerne la sphère *économique*, nous avons différencié l'enjeu suivant son insertion dans l'une des trois dimensions fondamentales du procès de travail dans les sociétés capitalistes : l'accumulation du capital, la reproduction des moyens de production, la reproduction de la force de travail. Dans l'instance politique, nous avons opéré une différenciation simple suivant que l'initiative du traitement de l'enjeu est le fait des classes dominantes ou des classes dominées. Nous avons opéré de la même façon en ce qui concerne la place dans l'instance idéologique.

Sur ces derniers classements il y aurait des remarques à formuler, car, alors que notre découpage de l'instance économique est classique, celui opéré dans le politico-idéologique est moins banal. Disons simplement qu'il relève d'un certain rejet de l'autonomie du politico-idéologique par rapport au champ des rapports de classe. Dès lors la première distinction à faire est de déterminer de quel côté de la barrière (de classe) se situe de prime abord le traitement d'un enjeu.

Par rapport au système urbain, nous avons repris le découpage conceptuel développé et justifié dans d'autres travaux (7), en opérant quelques modifications mineures : un plus grand souci de concret dans le contenu des éléments du système urbain, afin d'éviter trop de débats théoriques quant au classement ; une distinction, qui nous a semblé pertinente par rapport à notre champ d'observation, entre logement et équipement ; l'utilisation du terme de politique urbaine à la place de celui employé auparavant (gestion) qui nous semblait trop entaché d'une vision régulatrice du système urbain.

b) Par rapport à la *situation de classe des classes dominées* dont les intérêts sont en jeu dans la lutte, nous avons distingué les situations selon trois dimensions :

- Leur place dans la division du travail, suivant que la dominante dans la trame d'intérêts soit marquée par les *cadres*, qu'elle soit *pluriclassiste*, qu'elle soit *ouvrière* ou qu'elle soit à dominante *sous-prolétarienne*. On remarquera que ce découpage ne correspond pas à l'ensemble de l'échelle socio-professionnelle (par exemple, nous n'avons pas envisagé la dominante « employés » ou « salariés non productifs », les fondant dans le type pluriclassiste) : c'est dire qu'elle est

pensée par rapport à la normale des situations de luttes urbaines et qu'elle devra être affinée, si besoin, dans certaines enquêtes spécifiques.

- La deuxième dimension concerne la cellule de reproduction sociale. En particulier, la dichotomie dominante familles/ dominante célibataires (au sens social, et non juridique, du terme) nous a semblé fondamentale par rapport à la problématique urbaine.
- Enfin, l'internationalisation croissante de la force de travail, avec les conséquences qu'elle implique sur les rapports de classe, impose la distinction entre indigènes et immigrés.

c) Ces mêmes distinctions sont reprises en ce qui concerne la composition de la *force sociale des classes dominées*. Avec, toutefois, une distinction supplémentaire : la présence significative ou la non-présence de non-actifs scolarisés (vulgairement appelés *étudiants*) dont la présence dans les luttes sociales en tant qu'élément mobilisé est source d'effets spécifiques très importants.

d) La *situation de classe des classes dominantes* aurait pu rentrer dans une différenciation complexe en termes de fractions. Afin de réduire le plus possible nos typologies, nous en sommes restés à une division fondamentale entre les intérêts spécifiquement économiques des classes dominantes (c'est-à-dire du capital) et leurs intérêts proprement politiques (en simplifiant, on peut les assimiler à l'appareil d'État en tant que représentant leurs intérêts d'ensemble (8). Ensuite la logique de ces intérêts économiques ou politiques sera spécifiée suivant qu'il s'agisse de capital public (fonctionnant comme capital dévalorisé en général) ou de capital privé (visant à élever toujours plus le taux de profit) ou, en ce qui concerne l'appareil d'État, de son niveau central (plus attentif à la domination) ou de son niveau local (plus attentif à l'intégration).

e) La *force sociale des classes dominantes*, c'est-à-dire l'agent représentant effectivement les intérêts de ces classes dans le processus de lutte, pourra être codée dans les mêmes termes que ceux employés pour la situation de classe.

Signalons que la formation d'une force sociale à partir d'une situation de classe donnée est due essentiellement à l'intervention d'une certaine organisation, aussi bien pour les classes dominées que pour les dominantes.

f) *Nous avons typologisé l'organisation des classes dominées par rapport à trois dimensions fondamentales.*

En ce qui concerne ses orientations par rapport à la société

(c'est-à-dire par rapport à une structure sociale donnée), une organisation se définit fondamentalement par sa position dans la dialectique entre l'ordre et le mouvement, entre la conservation des situations acquises et leur mise en question, ne serait-ce qu'au niveau revendicatif. C'est ainsi qu'on peut distinguer entre des organisations dont le but est, en fin de compte, l'*intégration-participation* des classes dominées à l'ordre social, alors que d'autres sont plutôt axées sur la *revendication-contestation* par rapport à cet ordre et ou à ses conséquences. Remarquons que cette caractérisation ne préjuge en rien des effets produits par une organisation dans un processus de lutte, mais la définit par rapport aux pratiques qui l'ont constituée progressivement jusqu'à lui donner une certaine orientation.

En ce qui concerne sa sphère d'intervention, une organisation se différencie suivant l'instance de la structure sociale par rapport à laquelle elle vise au prime abord la production de son effet. Ainsi, la distinction la plus raisonnable dans ce domaine semble être celle qui différencie organisation *économique*, organisation *politique*, et organisation *idéologique*. Nous y ajouterons deux précisions :

- D'une part, l'organisation politique peut viser la production d'effets sur les rapports de pouvoir fondamentalement à travers les institutions, c'est-à-dire le système politique tel qu'il est reconnu (de gré ou de force) par les classes dominantes : on parlera alors d'organisation politique institutionnelle. Ou alors, une organisation peut viser la production d'effets sur le pouvoir, essentiellement en dehors des règles institutionnelles : on parlera alors d'organisation politique extra-institutionnelle (comme certains parlent d'organisation extra-parlementaire).
- D'autre part, la typologie d'organisations peut être assez complexe dans la mesure où existe pour elles la possibilité, théorique et pratique, de se définir par rapport à l'intervention simultanée dans plusieurs instances.

Enfin, une distinction fondamentale doit être établie selon que l'organisation intervenant dans la lutte urbaine est ou non articulée à d'autres organisations et, dans le cas où elle l'est, à quel type d'organisation.

g) L'*organisation des classes dominantes* est un concept qui peut prêter à confusion, car, dans la plupart des processus observés, il ne s'agit pas d'interventions provenant d'associations volontaires au service des classes dominantes, mais bien d'entreprises économiques et de l'appareil d'État. Or, si nous nous en tenons à notre définition sociologique de l'organisation (système de moyens

orientés à certaines fins), il n'y a aucune raison pour ne pas considérer une entreprise comme une organisation destinée à assurer la réalisation (ponctuelle et partielle) d'intérêts économiques faisant partie de la logique du capital, fondement ultime des intérêts économiques des classes dominantes dans nos sociétés. Quant au rôle de l'État en tant qu'appareil d'organisation des intérêts d'ensemble des classes dominantes, nous renvoyons aux textes classiques dans ce domaine (9).

Il nous faut donc différencier ces divers types possibles d'appareils d'intervention économique du capital et les diverses expressions de l'appareil d'État.

La différenciation des formes d'existence du capital (propriété foncière, aménagement, capital commercial et de promotion, capital de production dont le bâtiment et les travaux publics, capital de services, sociétés de gestion) renvoie à des logiques spécifiques d'insertion dans le procès de production, de gestion et de circulation. Là aussi, nous renvoyons à des analyses plus directement économiques et qui permettent de justifier ces distinctions (10). Nous avons fait traverser cette typologie par une distinction monopoliste/non monopoliste qui articule le type d'appareil à des fractions de classe différentes à l'intérieur des classes dominantes.

En ce qui concerne l'appareil d'État, les choses sont un peu plus complexes, car celui-ci ne se définit que par rapport à la dialectique des classes sociales qui, dans leur lutte, le rendent nécessaire. Mais il garde en même temps une autonomie relative, ce qui veut dire que l'État est déterminé par la dialectique des *rappports* de classe en même temps qu'il sert les intérêts structurels des classes dominantes (c'est pour cela qu'elles restent dominantes...); c'est donc pour les servir adéquatement qu'il se prévaut d'une autonomie relative. Pour exprimer cette dialectique complexe constituant l'appareil d'État, nous avons proposé depuis un certain temps une analyse d'après laquelle l'État articulerait quatre fonctions fondamentales qui se réfèrent toutes aux *rappports* de classes :

- Il assure la *domination* des intérêts structurels des classes au pouvoir.
- Il opère la *régulation* entre les classes et fractions du bloc au pouvoir et entre leurs exigences contradictoires, en tenant compte de ses *rappports* avec les classes dominées.
- Il tente au maximum l'*intégration* des classes dominées dans les processus constitués en fonction des intérêts dominants.
- Enfin, il assure toujours, par des moyens divers, la *répression* des classes dominées, garantie ultime de l'ordre social.

S'il est vrai que l'ensemble des branches et des niveaux de l'appareil d'État est traversé par les quatre logiques, il n'en est pas moins vrai qu'il y a condensation de ces fonctions dans certains secteurs particuliers : le Ministère de l'intérieur fonctionne surtout à la répression alors que les Affaires sociales fonctionnent plutôt à l'intégration ; le Ministère de l'économie et des finances vise avant tout à assurer la domination, alors que le Commissariat au plan ou certains ministères « techniques » essaient d'opérer des régulations par rapport au fonctionnement de l'ensemble du système.

Voilà qui éclaire la typologie de situations dans l'appareil d'État qui nous a servi pour différencier des formes d'organisation politique des classes dominantes dans les luttes urbaines.

h) La caractérisation des *revendications* des classes dominées pose des problèmes particulièrement délicats, car il faut se référer à la fois au domaine de la structure sociale qu'elles visent et à l'effet qu'elles sont censées produire sur les rapports sociaux, tout en précisant qu'il ne s'agit aucunement de l'effet observé, mais de l'horizon pratique de la revendication telle qu'elle est *formulée* dans la lutte.

Nous avons distingué trois dimensions pour caractériser une revendication.

La première est la différenciation de l'instance de la structure par rapport à laquelle elle se place : s'agit-il d'une revendication portant sur la *reproduction de la force de travail* ou sur l'*organisation des rapports sociaux* ? En d'autres termes, agit-on sur les rapports de distribution ou sur l'organisation sociale d'ensemble basée sur les rapports de production ? A cet égard il faut faire deux remarques tout à fait essentielles pour bien comprendre l'analyse de cet élément clef qu'est le type de revendication.

Il est clair que la reproduction de la force de travail et celle des rapports sociaux sont indissociables dans la pratique. Mais on peut aussi reconnaître qu'il y a des dominantes de l'un ou l'autre aspect dans chaque pratique, et que ces dominantes ont une importance décisive pour un traitement social. De la sorte, par exemple, une revendication contre la hausse de loyers n'est pas seulement axée sur la ponction du salaire qu'elle représente : elle affecte aussi la nature des rapports strictement juridiques qu'un locataire doit respecter dans son contrat. Pourtant l'aspect qui apparaît au premier plan de la pratique, ce sera l'exigence d'un salaire indirect qui maximise l'appropriation du produit du travail par les producteurs eux-mêmes.

De plus, une telle distinction n'entraîne aucun jugement de valeur quant à la portée transformatrice de l'un ou l'autre type de revendication. En particulier, il ne s'agit pas d'opposer le « bas

niveau» des revendications sur la force de travail au «niveau noble» des revendications sur les rapports sociaux, car le statut social d'une revendication dépend de l'effet qu'elle arrive à produire sur les rapports sociaux et, par conséquent, l'un ou l'autre type peuvent se révéler transformateurs de l'ordre social selon le processus de lutte qu'ils contribuent à déclencher.

La deuxième dimension que nous avons distinguée concerne plus directement l'impact de la revendication non pas sur la sphère de la structure sociale où elle se situe, mais sur la logique de classe sous-jacente d'un ordre social donné. Nous pouvons parler ici de *niveau* de la revendication dans la mesure où celle-ci se définit d'emblée par rapport à la dialectique de la conservation ou la transformation des rapports sociaux sous-jacents à l'enjeu en question. Nous avons différencié trois niveaux de revendication :

- La revendication *immédiate* ne vise pas à modifier la logique sociale du processus sur lequel elle porte, mais seulement à obtenir un avantage par rapport à une position sociale particulière.
- La revendication de *réorganisation* vise à modifier la logique sociale à la base de la production d'un enjeu, sans pour autant transformer les supports de classe qui la fondent.
- La revendication *transitoire* (c'est-à-dire tendant vers une société de transition d'un mode de production à un autre) modifie la logique sociale en affectant par là l'état même des rapports de classe. Certains auraient pu parler à ce propos de revendication «révolutionnaire». Outre l'ambiguïté de ce terme, nous avons voulu signaler par cette distanciation terminologique qu'une revendication n'est pas révolutionnaire par elle-même mais en fonction de l'effet politique qu'elle produit, et qu'il peut y avoir, au sein de la société capitaliste des revendications qui altèrent les rapports de classe sans pour autant renverser complètement la domination de la bourgeoisie.

Enfin, une troisième dimension, dont l'analyse est plus simple, concerne la distinction entre revendication locale et revendication globale, suivant qu'elle porte sur un lieu et un temps précis ou sur l'ensemble des situations équivalentes.

i) Les *exigences* des classes dominantes, nous les avons caractérisées suivant une dichotomie simple selon qu'elles mettent l'accent sur leurs intérêts spécifiquement économiques (taux de profit en dernière instance) ou sur leurs intérêts relatifs à l'organisation des *rapports sociaux*.

j) Les formes de lutte des classes dominées ont été typologisées suivant trois critères :

- La modalité de l'action, selon qu'elle s'est placée pour l'essentiel dans le cadre des procédures institutionnelles de traitement du conflit (*pression*), qu'elle a visé avant tout à créer un *rapport de force* pratique, à l'appui des demandes exprimées, ou qu'elle a cherché à frapper les consciences au moyen d'une *action idéologique*.
- L'*intensité* de la mobilisation, suivant une échelle à trois niveaux.
- Enfin, leur articulation ou non-articulation à d'autres processus de lutte caractérisés suivant l'instance sociale qu'ils visent.

k) Quant aux formes de lutte des classes dominantes, nous avons distingué, de façon très simple, leur fonctionnement à l'*intégration*, leur fonctionnement à la *répression* ou leur *absence d'initiative* sur l'enjeu en question.

l) Enfin, la caractérisation adéquate des effets d'une lutte urbaine est fondamentale pour déterminer la portée du processus observé sur les rapports sociaux. Nous avons donc établi des typologies d'effets *urbains, politiques, idéologiques*.

Nous avons considéré les effets urbains sous deux angles différents : d'une part, en tenant compte de la réussite ou de l'échec (total ou partiel) de la revendication avancée, en rapportant la mesure de cet effet au contenu de la revendication elle-même (satisfaite, partiellement satisfaite, non satisfaite), et, d'autre part, suivant l'effet produit sur le *système urbain*, nous avons défini les types d'effets suivants :

- Effet de *reproduction* quand le système urbain continue à fonctionner suivant la logique structurelle pré-existante dans son expression historique concrète.
- Effet de *régulation* quand il y a une rectification dans la logique du système urbain tout en restant dans la logique sociale dominante de l'ensemble des rapports sociaux et afin de mieux aligner le système urbain sur cette logique, altérée par un certain nombre de contradictions.
- Effet de *réforme* quand la rectification des règles de fonctionnement urbain renvoie aussi à une modification substantielle de l'ensemble des rapports sociaux sans pour autant subvertir l'ordre social.

On remarquera peut-être que nous avons omis la possibilité d'un « effet révolutionnaire » sur le système urbain : c'est parce que

nous partons de l'analyse théorique et de l'expérience historique selon lesquelles il n'y a pas de transformation structurelle possible de la logique de domination de classe d'un système urbain sans un renversement complet du rapport de forces politique entre les classes. Et c'est la raison pour laquelle le véritable « effet révolutionnaire urbain » d'une lutte urbaine est l'effet que celle-ci produit sur la conjoncture politique.

De ce point de vue, nous avons utilisé deux critères principaux pour caractériser les *effets politiques* d'une lutte urbaine:

- L'effet de la lutte *sur le rapport de forces* politique global entre les classes en présence. Ce rapport peut s'avérer, après la lutte, plus favorable aux classes dominantes qu'avant le mouvement, il peut évoluer dans un sens favorable aux classes dominées ou rester inchangé. S'il est facile de distinguer ces trois types d'effets politiques en général, il est beaucoup plus difficile de les cerner sans ambiguïté au niveau du concret. Pour plus de précisions, nous renvoyons, pour ce qui concerne la définition conceptuelle de ce « rapport de forces politique », aux éclaircissements théoriques préalables (voir chap. I, paragr. 2) et, pour ce qui concerne les critères concrets de caractérisation de ces rapports de forces, à la discussion sur le classement des variables dans notre partie méthodologique (chap. II).
- L'effet *sur l'organisation des classes dominées*, et en particulier sur l'organisation intervenant dans la lutte urbaine. Il s'agit là d'un des indicateurs les plus directs d'un acquis politique qu'il y aura lieu d'analyser dans la perspective d'un long processus de lutte, le rapport à l'organisation, qui représente l'expression concrète la plus visible de l'accumulation de forces. Nous distinguerons donc trois types d'effets suivant que l'organisation des classes dominées a été renforcée, affaiblie ou maintenue à l'issue de la lutte.

Enfin, les *effets idéologiques* doivent aussi faire l'objet d'une caractérisation qui se rapporte directement à leur analyse du point de vue des pratiques de classe (11) :

- Il y a effet de *reproduction idéologique* quand le processus de lutte débouche sur une retranscription symbolique des pratiques sociales correspondant aux intérêts structurellement dominants.
- Il y a effet de *intégration idéologique* quand, à la suite d'une lutte, il y a modification des pratiques sociales dans le sens d'une adhésion accrue à l'idéologie dominante.

- Il y a effet de *rupture* quand la lutte produit l'interruption du processus de reproduction symbolique des rapports sociaux sans pour autant produire l'émergence d'un nouveau contenu culturel lié à des intérêts sociaux en contradiction avec l'ordre social.
- Il y a effet de *contestation idéologique* quand le bien-fondé de l'ordre social, ou de ses effets, est mis en cause, à la suite d'une lutte, en fonction d'intérêts sociaux qui lui sont contradictoires.

Cette typologie essaie donc de saisir la dialectique des effets contradictoires des classes sociales dans le domaine idéologique tout en rapportant ces effets non pas à un contenu jugé en lui-même, mais à leur impact dans le processus de communication-légitimation qui détermine les pratiques idéologiques (12).

*

Ayant ainsi défini l'ensemble de nos concepts et caractérisé leur champ de variation à travers une série de typologies, il ne nous reste qu'à les mettre en œuvre en construisant, *à partir de cette trame conceptuelle*, des outils méthodologiques d'observation et d'expérimentation.

Nous formulerons, toutefois, une dernière remarque. Nous avons présenté, d'une part, une *problématique* théorique et historique relative au domaine du réel que nous voulons explorer, et, d'autre part, une série d'outils conceptuels qui en expriment le sens. Mais nous n'avons pas émis d'hypothèses, au sens strict du terme, en ce qui concerne notre recherche. La raison en est simple : elle tient à ce que nous récusons une démarche hypothético-déductive (qui n'est qu'une variante de l'empirisme) qui voudrait qu'il y ait un schéma théorique pré-construit entièrement explicatif de la réalité et par rapport auquel celle-ci n'aurait qu'à dire oui ou non. Or, justement, on ne peut travailler de cette façon dans une recherche scientifique : quand elle est exposée suivant cette démarche, il s'agit plutôt d'une reconstruction après le travail afin de coller aux canons « scientifiques ». Cela veut dire que l'analyse des relations, l'interprétation des faits sociaux et leur observation sont un même mouvement intellectuel, car les relations théorisées ne sont que la signification donnée aux pratiques historiques qu'on observe. La synthèse du sens d'un processus historique ne peut donc être donnée ni avant ni après la recherche, mais dans la recherche et au moyen d'elle. Faudra-t-il alors plutôt effectuer une « démarche inductive » ? Absolument pas ! La fausse opposition entre induction et déduction relève de l'épistémologie empiriste, que nous laissons de côté dans notre pratique de recherche (13). Nous découpons un champ historique

à l'aide de concepts qui sont commandés par un ensemble de questions que nous nous posons en fonction d'une problématique préalable qui essaie de réfléchir sur ce champ à partir de l'expérience théorique et historique accumulée. Ce faisant nous conditionnons notre observation, nous verrons certains aspects des phénomènes plutôt que d'autres. Mais nous ne construisons pas pour autant un système d'hypothèses qu'on aurait obtenu de façon extérieure à la recherche. Certes, nous « fixons certaines variables », par exemple celles concernant le rapport entre classes et État, à partir des travaux théoriques et empiriques que nous prolongeons, dans une démarche cumulative. Mais les tendances observées, les faits établis, seront à la fois notre « preuve » et notre « interprétation », tant il est vrai que la théorie et la pratique historique forment un procès indissoluble.

CHAPITRE II

Remarques méthodologiques

1. La démarche générale

La transformation de la problématique tracée en opérations de recherche implique une série d'options méthodologiques qu'il nous semble utile d'éclaircir et d'expliciter.

Dans un *premier temps*, nous effectuons trois séries d'opérations parallèles.

Nous commençons par définir un *champ conceptuel* précis qui se concrétise dans la grille théorique que nous avons construite. Puis nous *analysons l'enjeu* (ou les enjeux) à la base de chaque lutte à travers l'étude des rapports sociaux qu'il met en œuvre, suivant la démarche habituelle dans la recherche urbaine : étude économique ; politiques de l'État, des entreprises, des municipalités ; analyse des catégories sociales ; contradictions et fonctionnement du système urbain ; organisation spatiale des activités ; transcriptions symboliques des rapports sociaux, etc. Enfin, nous établissons les *observations nécessaires à la saisie des processus de lutte*. Pour cela, nous procédons à une enquête qui vise à obtenir des matériaux pertinents pour répondre aux différents éléments constitutifs d'une lutte d'après notre grille : enjeu, situation de classe, force sociale, organisation, revendications-exigences, formes de lutte, effets urbains, effets politiques, effets idéologiques, le tout, bien sûr, aussi bien pour les classes dominantes que pour les classes dominées. Par ailleurs, il y a, dans ce processus d'observation, de nombreux autres facteurs qui apparaissent en dehors des luttes elles-mêmes (en particulier dans le domaine des pratiques quotidiennes, des systèmes de relation, des processus de reproduction). Nous procédons, là aussi, à un enregistrement systématique qui va permettre d'élargir le champ de notre analyse, tout en éclairant les éléments constitutifs du processus de lutte.

Dans un *deuxième temps*, nous traitons de l'information détournée en fonction de notre problématique, suivant trois types d'opérations relativement spécifiques.

D'une part, nous procédons à une analyse systématique de l'ensemble des éléments constitutifs des luttes de manière à éta-

blir les régularités d'articulations entre les différents éléments, et en particulier les déterminants de la production des effets sur la structure sociale (effets urbains, politiques, idéologiques). Pour cela, nous *classons* l'ensemble des observations sur les luttes dans les typologies théoriques que nous avons construites pour chaque élément du processus. Notre grille théorique devient grille de classement, à partir d'une série de critères que nous expliciterons. Nos observations sont ainsi classées et, par conséquent, le processus peut être traduit par une série de correspondances et associations entre les caractéristiques des éléments, suivant les typologies construites théoriquement et présentées dans la grille.

D'autre part, nous reconstituons chaque lutte en elle-même à travers le *profil* d'articulation entre les typologies des éléments qui la constituent. C'est en quelque sorte l'« histoire » de chaque lutte que nous construisons ainsi, non comme chronique des événements mais en tant qu'organisation significative d'une série d'éléments de la pratique sociale.

Par ailleurs, l'ensemble des observations qui ne sont pas prises en compte directement par notre grille (qui vise de façon extrêmement épurée la structure du processus de lutte) sont reprises à un autre niveau d'analyse et restituées dans leur sens par une démarche proche de l'étude de cas, à travers l'analyse des modes de vie, des processus décisionnels, de l'organisation des relations sociales, des stratégies des groupes, etc. Tout en étant conscients du décalage de rigueur entre ce type de traitement de l'information et l'analyse à partir de la grille, nous avons refusé de rétrécir notre champ d'analyse en fonction de la plus ou moins grande capacité de standardisation et de formalisation dont dispose aujourd'hui la sociologie. Nous avons donc complété une procédure relativement objectivée par une démarche analytique d'observation et de mise en relation de *situations sociales* par-dessus leur décomposition et recombinaison en éléments.

Enfin, dans un *troisième temps* nous passons à l'interprétation de l'ensemble des relations établies et des faisceaux d'observations relevés, en les articulant à l'ensemble du champ de connaissances sociologiques correspondant à l'objet d'étude et au propos de la recherche.

La démarche générale qui inspire notre recherche essaie donc d'articuler un nécessaire effort de théorisation et un parti pris systématique de nous fonder sur l'observé, en même temps que nous nous efforçons de concilier la saisie sans censure de toute la richesse du « vécu » avec l'indispensable tentative de synthétiser des relations à travers une procédure d'objectivation de l'analyse. Cet effort d'étendre l'analyse structurelle et l'établissement de régularités au domaine des luttes sociales surprendrait-il ? Ne risquons-nous pas de perdre des aspects « qualitatifs » de processus qui sont dialectiques par définition ?

En fait, les méthodes proposées (classement dans une grille, régularités entre variables, réseaux structurels, etc.) ne sont que des moyens et ne sont justifiés que par rapport aux résultats obtenus. C'est pourquoi nous avons eu recours à un certain type de procédures pour certaines analyses, et à des méthodes plus souples pour ceux des domaines de notre recherche qui échappaient à un classement rigoureux. Cela dit, notre conviction est que plus un phénomène est riche, plus il est conflictuel, et plus nous avons besoin de techniques de distanciation qui objectivent notre démarche. Or, plutôt que de faire coïncider un « discours interprétatif » à une description des luttes urbaines, nous avons voulu traiter nos informations en introduisant une capacité d'autonomie *relative* des relations entre les données, par rapport à notre interprétation. Bien sûr, ces informations ne peuvent répondre qu'aux questions que nous leur posons (à travers les concepts utilisés), et ceci est un pari que nous faisons, lié à l'objectif spécifique de notre recherche. Mais ces réponses sont formulées en fonction de régularités intervenant entre les éléments constitutifs des luttes — régularités constatées et éprouvées —, et non pas d'après nos « impressions » : il ne s'agit donc pas d'enfermer l'imagination sociologique, mais de l'utiliser pour expliquer le déroulement réel de l'histoire plutôt que pour illustrer notre subjectivité. Notre grille de classement et nos méthodes d'analyse nous permettent d'établir une base de réflexion plus sûre et plus féconde en nous révélant des relations cachées derrière l'appréhension directe des phénomènes.

Ayant ainsi retracé la logique générale de notre démarche, venons-en à la discussion spécifique des différentes opérations de recherche.

2. L'enquête exploratoire

Dans un domaine aussi peu connu que le nôtre, tout progrès théorique, tout effort de conceptualisation doit être précédé, puis accompagné d'une grande ouverture vis-à-vis des pratiques sociales, et étroitement lié avec une grande sensibilité à intégrer dans la problématique les inflexions historiques du champ d'observation. C'est pourquoi l'enquête exploratoire, c'est-à-dire la reconnaissance concrète du terrain à étudier et des pratiques à observer, joue un rôle fondamental dans la construction d'ensemble de notre recherche, et cela, en un double sens : par rapport à chaque enquête spécifique sur les mouvements sociaux urbains en région parisienne, et par rapport à l'ensemble de cette recherche.

Nous avons donc commencé par une enquête exploratoire de reconnaissance des luttes urbaines dans la région parisienne, en

partant, pour l'essentiel, de diverses sources documentaires et de notre expérience personnelle dans ce domaine. Cela nous a servi à déceler les enjeux qui semblaient le plus porteurs de contradictions, à découvrir des problèmes que nous n'avions guère su relever, à mettre à l'épreuve nos techniques d'enquête et d'analyse, à établir nos sources d'information et à structurer l'ensemble du plan de recherche visant à situer les facteurs d'émergence des mouvements sociaux urbains d'après l'observation de la région parisienne.

Par ailleurs, chacune des enquêtes qui s'articuleront dans cette recherche d'ensemble, et en particulier la première d'entre elles qui concerne les mouvements revendicatifs sur le logement, démarre par une période de reconnaissance du terrain, lors de laquelle nous nous installons sur place pour nous familiariser avec les données de base (en particulier celles qui, liées aux rythmes de la vie quotidienne, ne sont pas perceptibles directement) et avons l'occasion de rencontrer quelques informateurs clefs qui nous transmettent leur expérience et leurs connaissances, en même temps que nous nous mettons au courant de toutes les observations enregistrées au préalable par rapport aux enjeux et pratiques objets de notre enquête.

Connaissant ainsi notre champ d'observation, autant que faire se pouvait, avant d'y avoir effectué une véritable recherche, et à partir de la problématique générale qui *informe* l'ensemble de notre démarche, nous sommes à même de procéder à notre enquête sur le terrain, ayant pour but de collecter les observations voulues.

3. L'observation et la construction des données

Nos « techniques », en ce qui concerne la collecte des données, s'inspirent d'un double principe tout à fait simple, élémentaire même, mais qui, à plusieurs reprises déjà, a prouvé son efficacité :

- Ayant défini les questions auxquelles il nous faut répondre en fonction de notre problématique, nous délimitons aussi les informations nécessaires pour y apporter une réponse, et nous essayons de les obtenir par tous les moyens à notre disposition, ceux-ci dépendant étroitement de chaque conjoncture (et pouvant aller de l'interview polie à l'observation participante dans les luttes urbaines, en passant par le travail dans les archives des sociétés immobilières).
- Par ailleurs nous enregistrons systématiquement toute brève d'information non prévue apparaissant au cours des enquêtes orientées par les premières pistes de recherche,

puis nous appuyons ces informations les unes sur les autres en les recoupant et les confrontant, afin d'éliminer la perception propre à chaque informateur tout en la considérant comme une donnée en elle-même.

A partir de ces principes, nous passons à la construction des données par plusieurs voies simultanées :

- Par analyse de l'ensemble de la *documentation* (statistique, économique, politique, géographique) disponible sur un terrain et sur un sujet : nous commençons en général par établir l'ensemble de cette documentation, critiquer les sources et en extraire l'essentiel.
- Par la collecte de *sources écrites* plus directement axées sur les pratiques sociales : journaux mais aussi dossiers internes d'associations, comptes rendus de conseils municipaux, rapports des services sociaux, tracts, etc.
- Par *l'observation directe de certaines activités sociales*, que ce soit des réunions ou des manifestations, ou la simple observation de la vie quotidienne.
- Cependant, l'essentiel de notre information est obtenu par le système d'*entretiens approfondis avec des informateurs clefs* choisis en fonction du rapport qu'ils ont avec la pratique ou de l'enjeu à propos desquels nous essayons d'obtenir l'information. Nous ne visons aucunement, dans ces entretiens, à saisir la subjectivité, l'opinion ou les valeurs de la personne interrogée (quoique nous en tenions compte dans notre interprétation) : nous visons à produire, par son intermédiaire, une parcelle d'information qui sera complétée et vérifiée avec les éléments provenant d'autres sources et d'autres informateurs. Pour cela, l'une de nos premières tâches consiste à établir la liste d'informateurs convenant à chaque type d'information, liste qui s'allonge d'ailleurs au fur et à mesure de l'enquête puisque chaque personne interrogée nous renvoie, explicitement ou implicitement, à d'autres sources. Avant chaque entretien nous préparons un guide thématique adapté et présenté dans l'interview sous une forme et un ordre divers (à l'exclusion, bien sûr, de tout questionnaire écrit), suivant la conjoncture de la conversation. Ainsi, celui-ci est extrêmement libre, ouvert et informel, tout en restant fortement focalisé sur les thèmes que, à un moment ou un autre, nous aborderons toujours. Les entretiens sont enregistrés au magnétophone, pris en notes ou reconstruits en détail après la fin de l'interview. Ils ont une durée extrêmement variable, allant de quarante-cinq minutes à trois heures, avec une moyenne d'une heure et quart. Ils sont ensuite dactylo-

graphiés, dépouillés et en fin de compte classés comme les autres sources.

A partir de cet ensemble d'informations, nous construisons des *dossiers*, en général de deux types : un pour chaque *enjeu* et un pour chaque *lutte* (pouvant être complétés avec des dossiers pour les *institutions*, ou pour tel ou tel type d'agent particulier). Chaque dossier rassemble tous les documents bruts relatifs au thème qui lui est propre et provenant de sources diverses, ainsi qu'un premier dépouillement et traitement synthétique de l'information contenue dans ces documents. De la sorte, les données ne sont pas construites en prenant comme unité la source de l'information, mais en regroupant plusieurs sources pour établir toute l'information sur un enjeu ou sur une pratique tels qu'ils se présentent dans la réalité observée.

C'est à partir de ces dossiers que nous pouvons procéder à l'étude des enjeux et au classement des luttes. Si celle-là suit les mœurs intellectuelles classiques dans la recherche urbaine (étant donc solidaire des forces et des faiblesses de notre conjoncture scientifique), celui-ci, en revanche, met en œuvre une grille de classification et un certain nombre de critères qu'il est indispensable d'exposer.

4. Le classement des luttes urbaines

La mise en œuvre de la combinaison de typologies structurelle, telle que nous l'avons proposée sur le plan théorique, et justifiée dans notre démarche générale, suppose que l'on traite plusieurs problèmes dont nous soulignerons les plus importants.

a) *L'unité de comptage* sera une *lutte urbaine*, entendant par là un processus conflictuel sur l'urbain, dans ses différentes phases, et qui garde une certaine autonomie par rapport à d'autres, en fonction d'une spécificité de l'enjeu et des composantes de la lutte. On parlera donc d'une lutte urbaine comme on parle d'une grève ou d'une action revendicative, en y intégrant l'ensemble des éléments partiels qui, même éparpillés pendant un certain laps du temps, s'articulent en réalité à une seule et même pratique (ainsi une même lutte peut donner lieu à plusieurs pétitions, manifestations, etc. : on ne comptera qu'un seul processus de lutte caractérisé par cet ensemble d'actions). Si le contenu même de la lutte se transforme pendant son déroulement nous en tiendrons compte dans la grille, en introduisant l'idée de *phases de la lutte*, mais en respectant l'unité du processus tel qu'il se déroule dans la pratique observée.

b) La grille de classification a été élaborée afin de traiter les luttes observées à l'aide des typologies construites pour caractériser chacun de leurs éléments constitutifs. Nous avons disposé ces typologies sous la forme d'une grille codifiée de manière à ce que chaque lutte reçoive une caractérisation (une *valeur*, si l'on veut) par rapport à chaque typologie conceptuelle (à chaque *variable*, pour reprendre le langage « opérationnel »). Chaque lutte est ainsi caractérisée par rapport à quinze variables principales, chacune se décomposant en plusieurs variables qui la spécifient. Nous présentons cette grille ci-dessous, sans plus la justifier, puisqu'elle reprend les concepts et les typologies exposés et discutés précédemment.

c) Quant aux critères de classement, il est évident que le problème que pose l'emploi de toute méthode de ce type est celui de savoir à partir desquels on va classer les observations dans la grille proposée. En effet, une fois cette transformation opérée, nos opérations de relations entre éléments et, par conséquent, notre interprétation et notre élaboration vont porter sur des éléments codés. Donc, si ce codage ne reprend pas de manière fidèle l'interaction entre le contenu théorique des typologies et les pratiques telles qu'elles ont été observées, on ne travaille que sur un artefact méthodologique : la recherche devient un jeu formel. Telle est la question que de nombreuses recherches sociologiques ont dû affronter, et pas toujours avec succès.

L'importance de l'enjeu mérite donc le détour par un bref rappel méthodologique. Le rapport entre la grille analytique que toute recherche utilise, de façon plus ou moins formalisée, et les observations qui font l'objet du codage, a été traité traditionnellement dans la recherche sociologique au moyen de l'établissement d'*indicateurs empiriques* censés être l'expression de la « variable théorique », du « concept », dans la réalité. Dès lors, la question générale que nous nous posons a été transformée en une question portant, selon la formulation de Lazarsfeld (1), sur le rapport entre les « concepts » et les « indices empiriques », la réponse devant être fournie par les techniques de « validation des indicateurs » (2) que nous pouvons résumer en deux grandes catégories : celles qui visent à établir la « fidélité » d'un indicateur (on peut être sûr de la qualité de l'*instrument* utilisé pour mesurer une certaine observation), et celles qui visent à fonder la « validité » de l'indicateur (l'indicateur exprime bel et bien le concept qu'il est censé exprimer). La « validité » d'un indicateur est donc fondamentale du point de vue du passage de l'observation empirique au traitement en termes conceptuels. Or, quelle réponse technique la méthodologie apporte-t-elle à ce problème, pourtant crucial du point de vue empirique, du rapport entre l'indicateur et le concept? On peut ramener l'ensemble des « solutions » ou des

GRILLE DE CLASSIFICATION

Enjeux

Type d'enjeu

1. Enjeu économique
 - Sans objet
 - Reproduction force de travail
 - Reproduction moyens de production
 - Accumulation du capital
2. Enjeu politique
 - Sans objet
 - Initiative et offensive classes dominantes
 - Initiative et offensive classes dominées
3. Enjeu idéologique
 - Sans objet
 - Initiative classes dominantes
 - Initiative classes dominées

Place dans le système urbain

4. Logement
 - Équipement axé sur force de travail
 - Équipement axé sur échange
 - Équipement axé sur culturel
 - Transport
 - Politique urbaine
 - Symbolique

Situation de classe — Dominées

5. Dominante sous-prolétarienne
 - Dominante ouvrière
 - Pluriclassiste (ouvrier - employé - cadre)
 - Dominante cadre
6. Familles
 - Célibataires
7. Dominante Français
 - Dominante Immigrés

Situation de classe — Dominantes

8. Capital
 - Capital + appareil d'État
 - Appareil d'État
9. Capital sans objet
 - Capital privé
 - Capital public
10. Appareil d'État sans objet
 - Appareil d'État central
 - Appareil d'État local

Organisation — Dominées

11. ∈. Appareil d'État
 - Non ∈. Appareil d'État
12. Intégration — Participation
 - Revendication — Contestation
13. Économique
 - Politique institutionnelle
 - Politique extra-institutionnelle
 - Idéologique
 - E + P (i)
 - E + P (e)
 - E + I
 - P (i) + I
 - P (e) + I
 - E + P (i) + I
 - E + P (e) + I
14. Non articulée
 - Articulation à organisations syndicales (sur le travail)
 - Articulation à associations revendicatives (sur la consommation)
 - Articulation à organisations politiques
 - Articulation à organisations idéologiques

Organisation — Dominantes

15. Capital
 - Sans objet
 - Propriété foncière
 - Sociétés d'aménagement
 - Capital commercial, dont promotion
 - Capital de production, dont BTP
 - Capital de services
 - Sociétés de gestion
16. Capital sans objet non monopoliste
 - Capital sans objet monopoliste
17. Appareil d'État
 - Sans objet
 - Répression
 - Intégration
 - Régulation
 - Domination

Force sociale — Dominées

- 18. = Situation de classe
≠ Situation de classe
- 19. Sans objet
Dominante sous-prolétarienne
Dominante ouvrière
Pluriclassiste
Dominante cadre
- 20. Sans objet
Présence de non-actifs scolarisés
Non-présence de non-actifs scolarisés
- 21. Sans objet
Familles
Célibataires
- 22. Sans objet
Dominante Français
Dominante Immigrés

Revendication — Dominées

- 27. Axée sur force de travail
Axée sur rapports sociaux
- 28. Immédiate
Réorganisation
Transitoire
- 29. Locale
Globale

Forme de lutte — Dominées

- 31. Pression
Démonstration de force
Action idéologique
- 32. Mobilisation faible
Mobilisation moyenne
Mobilisation forte
- 33. Non articulée
Articulation au mouvement ouvrier
Articulation à mouvements revendicatifs sur la consommation
Articulation à lutte politique au niveau municipal
Articulation à lutte politique au niveau central
Articulation aux mouvements idéologiques

Effets urbains

- 35. Revendication non satisfaite
Revendication partiellement satisfaite
Revendication satisfaite
- 36. Reproduction
Régulation
Réforme

Effets politiques

- 37. Rapport de forces favorable aux classes dominantes
Rapport de forces inchangé
Rapport de forces favorable aux classes dominées
- 38. Organisation affaiblie
Organisation maintenue
Organisation renforcée

Force sociale — Dominantes

- 23. = Situation de classe
≠ Situation de classe
- 24. Sans objet
Capital
Capital + appareil d'État
Appareil d'État
- 25. Capital sans objet
Capital privé
Capital public
- 26. Appareil d'État sans objet
Appareil d'État central
Appareil d'État local

Exigences — Classes dominantes

- 30. Économique
Rapports sociaux

Forme de lutte — Dominantes

- 34. Non-lutte
Répression
Intégration

Effets idéologiques

- 39. Reproduction
Intégration
Rupture
Contestation

« techniques » proposées à deux types : 1) celles qui reposent sur l'« accord intersubjectif » des experts ou des « arbitres neutres » ou de l'« opinion » sur l'adéquation entre un indicateur et un concept (ce qui reviendrait à se garantir contre la possibilité d'une erreur en appelant à sa diffusion sociale, critère d'autant plus contestable qu'on touche là un domaine où l'idéologie commande), et 2) l'ensemble des critères proprement « techniques » de validation des indicateurs, et en particulier le plus courant, celui de l'interchangeabilité des indices (dont la construction de variables à partir de l'analyse factorielle n'est qu'une variante à niveau technique un peu plus poussé) qui renvoient *tous sans exception* à la simple cohérence interne de plusieurs critères utilisés, c'est-à-dire au fait qu'entre le concept X et l'indicateur X', on a utilisé les mêmes critères que pour exprimer X à travers les indicateurs X'', X''', etc. On n'échappe donc au subjectivisme qu'en restant dans le domaine de la cohérence, sans pour autant établir de façon objective la relation entre le concept et l'indicateur (3). La difficulté de ce problème, contre lequel a buté toute la tradition de la sociologie empiriste, vient du fait qu'il s'agit en réalité d'un *faux problème*, d'un *problème mal posé*, car les « indicateurs » et les « concepts » appartiennent à deux ordres de la réalité et ne se correspondent pas terme à terme suivant des relations démontrables. Les concepts découpent et réorganisent la réalité, et se valident par l'ensemble de régularités significatives qu'ils permettent d'établir. Mais c'est en fait revenir à l'image de la métaphysique platonicienne d'un « monde idéal » entretenant des rapports univoques avec un « monde matériel » que d'imaginer la nécessaire correspondance terme à terme entre concepts et indicateurs. C'est ce que conclut, en d'autres termes, l'un des plus grands méthodologues empiristes américains, Hubert M. Blalock, en estimant que la seule façon de sortir de l'impasse consiste à joindre au corps de « théories principales » (rapports entre les concepts) qu'on veut vérifier une série de « théories auxiliaires » postulées en même temps et qui concernent la relation entre concepts et indicateurs (4). C'est-à-dire que le rapport entre un concept et une réalité donnée, la catégorisation d'une observation, est une opération théorique, que l'on ne peut valider d'un point de vue technique mais en fonction seulement de l'interprétation générale du phénomène. Il s'agit là, en fait, d'un retournement de perspective dans la méthodologie empiriste car, après l'abandon de l'opérationalisme, c'est celui de la problématique des indicateurs (juste bonne à exercer les étudiants en première année de collège) pour s'orienter vers l'établissement de rapports de vérification entre systèmes conceptuels et systèmes de relations empiriques (5). Tout en restant dans l'empirisme, une telle évolution témoigne de l'échec des critères de classement « objectifs » à partir de rapports entre indicateurs empiriques et concepts

théoriques pour mener à bien l'élaboration et la construction des variables.

Quelles conséquences allons-nous en tirer pour nos critères de classement ? Tout simplement, l'absence de critères, le fait que le classement de chaque lutte dans la trame théorique formulée *est déjà en soi une analyse*, fondée à la fois sur la problématique théorique de base et sur la connaissance empirique du processus de lutte objet du classement. Et nous avons très exactement procédé de la sorte : chaque lutte a été classée dans la grille à partir du dossier établi, et l'ensemble de l'équipe a discuté sur chaque cas. Qu'est-ce qui justifie alors la *pertinence* (plutôt que la validité) de notre classement ? C'est justement la *fécondité de l'analyse ainsi fondée*, c'est-à-dire le rapport établi entre l'ensemble d'observations constitué et l'ensemble théorique construit au moyen de la grille utilisée : ce sont en quelque sorte les résultats de la recherche qui valident l'ensemble des moyens utilisés.

Pourquoi dès lors s'obstiner à effectuer un classement selon une grille formalisée puisqu'il s'agit non pas d'un automatisme extérieur à la recherche, mais déjà d'une analyse en soi ? Parce que, d'une part, nous avons ainsi pu systématiser et standardiser nos critères sans courir le risque d'avoir à les changer pour chaque lutte, ce qui aurait rendu toute comparaison, et par conséquent l'établissement de régularités, impossible, d'autre part, nous avons ainsi pu observer des effets et des chaînes d'effets n'apparaissant pas à première vue mais au moyen de l'analyse structurale et des covariations statistiques.

Alors, dira-t-on, faudrait-il vraiment croire sur parole à notre classement ? Nous voyons difficilement comment ne pas y souscrire vu les inconvénients sérieux de toutes les procédures d'objectivation des classifications *dans des systèmes théorisés* (en particulier dans un schéma théorique relativement original, comme le nôtre). Nous pourrions rappeler ici l'histoire du sage (d'aucuns disent « le fou ») qui parcourait le monde désespérément en essayant de capturer un « arcophant ». Comme on lui demandait de quel type d'animal il s'agissait, il répondit, plein de bon sens : « Comment voulez-vous que je le sache puisque je n'ai pas encore pu en capturer un seul ? ».

Puisque nous avons ainsi nous-mêmes défini nos « arcophants » (revendications de réorganisation, organisations économico-idéologiques, effets de régulation, etc.), il serait assez difficile de discuter la validité de nos classements. Et il ne s'agit pourtant pas d'une machinerie tautologique, car elle débouche sur une recomposition des processus réels auxquels elle attribue une signification à travers le découpage opéré.

Dans ces conditions, le « modèle » utilisé se justifie, d'un point de vue interne, par sa cohérence et son économie (le rapport optimal entre nombre de variables et capacité explicative), et d'un

point de vue externe, par sa capacité à rendre compte de *tous* les faits observés en fonction des questions qui inspirent la recherche en y apportant ainsi des réponses significatives en correspondance avec la pratique sociale observée.

Toutefois, s'il n'y a pas de critères « objectifs » de validation de notre classement en dehors de l'analyse de chaque lutte, nous pouvons extérioriser cette analyse, la soumettre à la critique, expliciter le contenu réel de chaque classement théorique. En ce sens nous ne pouvons inciter à ce que l'on nous croie sur parole que pour autant qu'il y ait ratification de la décision de classement prise suivant le contenu que, dans les conjonctures historiques observées, nous avons donné à chaque variable. Pour cela, deux moyens sont essentiels : tout d'abord, la constitution des dossiers correspondant à chaque lutte et qui, avec la carte perforée résumant le classement dans la grille, restent à disposition de tout chercheur voulant ré-examiner le matériel, comme il est d'usage dans le métier de sociologue (6), puis, surtout, l'explication de la façon concrète dont chaque variable a été construite à partir des luttes observées dans chaque enquête. Tout en renvoyant, pour l'explication des détails, aux exposés propres à chaque enquête, nous sommes en mesure de dresser une première liste d'*exemples* qui expriment la façon dont nous avons classé les luttes dans les typologies théoriques.

En ce qui concerne l'*enjeu de la lutte*, nous caractérisons sa place dans l'économique, le politique ou l'idéologique suivant qu'il porte plus particulièrement sur l'une ou l'autre de ces sphères de la structure sociale, par identification directe de son contenu social. D'ailleurs un même enjeu peut relever de deux ou trois de ces instances quand il n'y a pas une dominante claire. Néanmoins, nous les classons ensuite obligatoirement dans l'une ou l'autre des différentes places possibles à l'intérieur d'une instance.

Dans l'économique, l'immense majorité des enjeux objets de notre enquête se situent dans le processus de reproduction de la force de travail. Dans le politique, nous avons classé en initiative *politique* des classes dominantes, par exemple, le programme de rénovation urbaine à Paris, alors qu'a été considérée comme initiative *politique* des classes dominées la campagne de l'ensemble des forces de gauche sur les conditions de logement des immigrés début 1970 (voir, plus bas, chap. III, pour la présentation de ces luttes). Nous avons classé en initiative *idéologique* des classes dominantes, débouchant sur une lutte, le projet d'aménagement de l'emplacement des Halles de Paris, alors qu'un bon exemple d'initiative *idéologique* des classes dominées est fourni par la campagne de défense de l'environnement contre la construction de la voie express Rive gauche à Paris.

En ce qui concerne la *place de l'enjeu dans le système urbain*,

le classement a résulté directement du repérage de l'enjeu de la lutte.

L'analyse de la *situation de classe* et de la *force sociale* des *classes dominées* a eu comme base essentielle l'analyse de la catégorie socio-professionnelle, du statut juridique et de la situation familiale de la population concernée par l'enjeu et les agents effectivement engagés dans la lutte. Nous avons caractérisé cette population soit par référence au recensement par îlot, soit à travers des sources particulières au terrain observé, soit par connaissance directe du mouvement (dans le cas des occupations de logements, en particulier).

Une situation a généralement été considérée : à dominante cadres quand la population et/ou le mouvement comprenait plus de 30 % de cadres (moyens et supérieurs) et professions libérales (7) ; comme pluriclassiste quand toutes les catégories sociales y étaient représentées à titre égal (en général moins de 30 % pour chacune d'elles) *ou* quand la population concernée était celle de la région parisienne dans son ensemble ; à dominante ouvrière quand les ouvriers représentaient plus de 30 % de la population ; à dominante sous-prolétarienne là où se combinait une forte proportion de chômeurs, de personnes ayant une faible stabilité de travail, de célibataires et de non-inscrits au fichier HLM. La dominante immigrés a été retenue à partir d'un pourcentage supérieur à la moyenne de celui des immigrés dans la région parisienne (c'est-à-dire au moins 15 %). Quant aux étudiants et à la force sociale qu'ils représentent, nous avons surtout tenu compte du caractère marquant de leur présence, quel qu'ait été leur nombre.

Pour la *situation de classe* des *classes dominantes*, le repérage était directement classable.

Pour la *typologie d'organisations* des classes dominées, nous avons distingué :

- Une organisation de type participation-intégration qui subordonne l'action revendicative à la participation aux décisions institutionnelles et aux interventions d'assistance sociale, telle, par exemple, l'Association des familles de Sarcelles.
- Une organisation de revendication-contestation qui opère la priorité inverse, par exemple la CNL au niveau national.
- Les organisations qui sont économiques, politiques, idéologiques, ou leurs combinaisons, suivant l'instance sociale visée en priorité par leurs interventions. A titre d'exemple, nous avons classé : en organisations économiques, la CNL, les comités de mal-logés dans les occupations ; en politique institutionnelle, le Parti socialiste ; en politique extra-institutionnelle, Lutte ouvrière ; en idéologique, les « Amis

de la Terre » ; en économique-idéologique, les comités révolutionnaires des mal-logés ; en « politico-institutionnel-idéologique », les Groupes d'action municipale ; en politico-extra-institutionnel-idéologique, le Secours rouge, etc.

- *Le type d'appareil des classes dominantes*, classé d'après la fonction économique du capital dans les différentes alternatives (ainsi : la SCET en Société d'aménagement, la SCIC en promotion, la CGI-Sarcelles en gestion, la SNCF en capital public de services, etc.) Le capital a été classé en local/national suivant la taille de l'entreprise. Enfin, l'appareil d'État a été distingué en quatre fonctions par différenciation des branches suivant les critères exposés (voir plus haut, I). C'est ainsi, par exemple, que nous avons classé l'ensemble du gouvernement (et donc les préfets) en domination, le Ministère de l'intérieur en répression, le Ministère de l'équipement ou celui de l'éducation nationale en régulation, les bureaux d'aide sociale en intégration.

Quant aux *revendications*, nous avons considéré comme portant sur la force de travail celles qui avaient trait au salaire indirect ou aux conditions matérielles de vie de la population, et comme axées sur les rapports sociaux celles qui concernent les modalités d'organisation des équipements urbains, telles : la remise en cause des règlements dans les foyers de jeunes travailleurs, l'exigence d'information et d'échange entre la municipalité et la population, la tentative d'organiser des communautés dans les maisons occupées, la remise en cause du plan d'urbanisme de Sarcelles. Par ailleurs, et en fonction des définitions établies, nous avons qualifié d'« immédiates », de « transitoires » ou de « réorganisations » les revendications suivantes :

- Immédiate : pour les occupants de maisons vides, se loger n'importe où, n'importe comment.
- Immédiate : la grève des loyers contre la hausse dans le grand ensemble de Sarcelles en 1965 (visant une réduction des bénéfices du propriétaire, la SCIC, dans un rapport direct et ponctuel).
- Transitoire : l'intégration du temps de transport dans le temps de travail, sans diminution de salaire.
- Réorganisation : pour les occupants de maisons vides, obtenir une HLM alors qu'ils n'y ont pas normalement droit du fait qu'ils ne sont pas intégrés dans les filières d'attribution.
- Réorganisation : la lutte contre la hausse des loyers au Val d'Yerres en 1972-1973, dans la mesure où elle met en cause l'ensemble de la réglementation des loyers HLM.